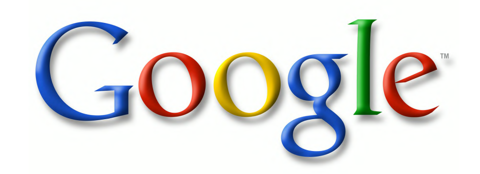



VE
RI
TAS

L'EMPIRE
AU MEXIQUE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR.

Journal d'un Missionnaire au Texas et au Mexique. 1 vol. in-8, avec carte. Paris, Gaume et Duprey, 4, rue Cassette.

Missionary adventures in Texas and Mexico. 1 vol. in-8, with a map. London, Longman, Brown et C°, 39, Paternoster row.

Manuscrit pictographique américain, précédé d'une notice sur l'idéographie des Peaux rouges. Publié sous les auspices du ministère d'État et de la maison de l'Empereur. 1 vol. in-8. Paris, Gide, 5, rue Bonaparte.

Seven years résidence in the great Deserts of North America. 1 vol. in-8. With sixty engravings and a map. London, Longman, Brown et C°, 39, Paternoster row.

Histoire du Jansénisme, d'après un manuscrit du P. René Rapin. 1 vol. in-8. Paris, Gaume et Duprey, 4, rue Cassette.

La Vérité sur le Livre des Sauvages. Brochure in-8, avec dix planches. Paris, Dentu (Palais-Royal).

Voyage pittoresque dans les grands Déserts du Nouveau Monde. 1 vol. grand in-8, avec 40 planches. Paris, Morizot, 5, rue Pavée-Saint-André.

SOUS PRESSE :

Voyage légendaire et pittoresque dans la verte Erinn.
Les Femmes mystiques.

Paris. — Impr. de P.-A. Bourdier et C°, rue Mazarine, 30

L'EMPIRE

AU MEXIQUE

ET LA CANDIDATURE

D'UN PRINCE BONAPARTE

AU TRONE MEXICAIN

PAR

EMMANUEL DOMENECH M. A.

PARIS

DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

13, GALERIE D'ORLÉANS

1862



Massachusetts Commandery
Military Order of the Loyal Legion

L'EMPIRE
AU MEXIQUE

I

MISSION DE LA FRANCE.

Lorsque l'esprit humain s'affranchit des passions mesquines qui lui font servir un intérêt ou bien un parti, lorsqu'il brise les chaînes rivées par les préjugés, les défaillances ou les entraînements qui bornent son horizon, en donnant d'étroites limites à l'étendue de ses vues et de ses perceptions, son intelligence reprend toute sa liberté d'action, elle s'élève naturelle-

ment dans ces hautes sphères où les faiblesses de l'humanité s'effacent, où les grands événements qui bouleversent le monde et les lois qui régissent les empires apparaissent à ses yeux sous une forme nouvelle, intelligente et régulière. A mesure qu'on pénètre dans ces régions lumineuses, la terre s'abaisse, la stature des potentats diminue, et les débris des anciennes puissances ne forment plus dans l'histoire universelle de notre globe que des ombres imposantes reléguées au second plan pour faire ressortir l'harmonie et la beauté du sublime tableau de la création et de la mission des peuples.

Dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, rien n'est fortuit, rien n'est vide de sens, tout a sa raison d'être et tout concourt à l'œuvre divine. Le brin d'herbe, dans son existence éphémère et modeste, a sa mission comme l'homme a la sienne, comme les nations ont la leur. La France, chevaleresque jusqu'à l'étourderie, paraît destinée depuis des siècles à revendiquer les droits des nationalités asservies par la force brutale, à les délivrer d'un

despotisme caduc qui n'est plus de notre époque, et à chasser de l'Europe civilisée cette honte et cette rougeur qui lui montent au front en présence des douloureux stigmates d'un peuple opprimé.

Laissons à l'Angleterre le soin d'entraver notre mission réparatrice et féconde, par sa politique égoïste, antisociale et jalouse, laissons-lui placer les denrées coloniales et le coton au-dessus des droits, de la dignité, des intérêts et du bien-être de l'espèce humaine : son châtiment lui viendra de ses propres doctrines, qui portent déjà leurs fruits empoisonnés au sein des classes industrielles.

Laissons l'Espagne essayer de reconquérir chez elle son ancienne splendeur et cette vitalité grandiose qu'elle a perdue depuis deux siècles d'indolences et de superbes maladresses.

Laissons les gouvernements étrangers se débattre au milieu des cris de liberté qui les débordent de toutes parts, et les absorbent dans un pénible labeur dont ils ne sortiront que par le sacrifice des traditions surannées qui fai-

saient autrefois leur force et font maintenant leur faiblesse. L'homme pris en masse, ou même comme individu, n'étant point une bête de somme qu'on peut impunément exploiter ou maltraiter, il vient un jour où ses douleurs et ses misères finissent par devenir d'un poids terrible dans les balances de la justice divine, et qu'on récolte au centuple le mal qu'on a semé dans l'imprévoyance.

Quant à la France, elle est assez forte pour faire son devoir sans s'inquiéter de la jalousie et de l'opposition des uns, de l'indifférence et de l'ineptie des autres. Agissons donc d'après nos propres intuitions, et laissons les adversaires ostensibles ou cachés de notre politique et de nos intérêts louvoyer gauchement entre l'*esprit révolutionnaire*, qui dépasse le but par sa violence ou pour pêcher en eau trouble, et l'*esprit* soi-disant *conservateur* qui ne veut pas de progrès parce qu'il détruit les priviléges de caste et de parti.

Dans la question mexicaine, sur laquelle on

a beaucoup plus discuté que cherché à s'éclairer, on ne voit pas une nation se réveiller pour demander sa place au soleil, mais bien quelques hommes, la plupart militaires, qui profitent du pouvoir qu'ils ont entre leurs mains, de leur audace et de l'inertie du peuple, pour arriver au gouvernement de la république. Or, comme ces personnages, malgré leur barbare ambition, n'ont pas plus de capacité que de patriotisme, ils prennent, pour s'élever au trône de la présidence, des moyens sauvages, c'est-à-dire, que pour parvenir à leurs fins, ils volent, pillent, tuent, emploient des lois arbitraires de circonstance, les impôts forcés et les fusillades, que renouvelle chaque compétiteur, lorsque le succès couronne ses exploits de grand chemin.

A côté de la question d'honneur et d'intérêt qui décida la France à porter ses armes au Mexique, il en est une autre, bien plus noble encore à notre avis, puisque c'est une question d'ordre et de suprême humanité, que la désertion providentielle de l'Espagne et de l'An-

gleterre nous rendra plus facile à résoudre. L'organisation sociale du Mexique nous est actuellement imposée par les événements, elle délivrera le peuple de l'oppression tyrannique de quelques misérables ambitieux, elle développera ses immenses richesses territoriales qui peuvent en faire la nation la plus fortunée du globe, et réveillera ses facultés intellectuelles si assoupies, qu'il existe au Mexique peut-être plus de six millions d'individus qui non-seulement ne savent ni lire ni écrire, mais ignorent même leur âge.

A ce sujet, je me rappelle que peu de mois après le siége de Matamoros, par les troupes de Carvajal, où j'avais eu mon cheval tué sous moi par un feu de peloton, je me promenais avec l'infortuné général don Emmanuel Robles, alors ministre de la guerre et de la marine, et dernièrement si lâchement assassiné par l'infâme gouvernement de Juarez. Don Emmanuel s'était attiré par sa bravoure et ses talents militaires une juste célébrité lors du siége de Mexico par les Américains, comman-

dés par le général Scott. Il voyageait en ce moment pour se rendre compte par lui-même des besoins des frontières de la république et tâcher de les mettre à l'abri de nouvelles invasions.

Je lui disais que pendant mes longues courses dans la vallée du Rio-Grande, j'avais trouvé sur les bords du fleuve des populations assez considérables, peu connues des statisticiens et qui, abandonnées à elles-mêmes, perdaient peu à peu le souvenir de leur religion et le sentiment de leur nationalité. Que la plupart des fils de famille allaient à l'étranger chercher une éducation qu'ils ne pouvaient recevoir dans leur pays, et que leurs instincts patriotiques en souffraient grandement.

Longtemps nous parlâmes ensemble des malheurs du Mexique et des moyens de le régénérer. J'appuyais surtout sur la nécessité d'établir des colléges et de répandre l'instruction parmi le peuple comme étant un puissant stimulant au patriotisme national. Don Emmanuel Robles m'écoutait avec plaisir, il ap-

prouvait mes théories et mes plans que je lui soumis, et me donna même son appui et celui du président de la république, le général Arista, pour faciliter l'exécution de mes idées. Mais l'homme propose et Dieu dispose : sept années de travaux apostoliques avaient ruiné ma santé et mirent fin à ma carrière active ; je ne pus que faire des vœux pour ce malheureux pays, que j'aimais comme le mien, et auquel j'avais sacrifié les plus belles années de ma vie.

Hélas ! dans le nouveau monde, ce n'est pas seulement le Mexique qui nous offre le triste spectacle du désordre et de l'anarchie passés à l'état normal ; toutes les colonies espagnoles, maintenant érigées en républiques, nous présentent le tableau navrant des discordes civiles, du règne des baïonnettes, des massacres quotidiens, du vol organisé, je dirai même légalisé, de la justice corrompue, de l'ignorance et de l'arbitraire le plus absolu.

Pour bien comprendre cette incroyable situation morale ou plutôt immorale d'un peuple qui a pu conquérir à la longue son indé-

pendance politique, due à de laborieux efforts, et qui ne sait pas, ne peut pas et ne pourra pas de longtemps se gouverner lui-même, il faut remonter le cours des siècles, étudier l'histoire des colonies espagnoles, et c'est ainsi que, par l'étude des lois oppressives de la mère patrie contre ses enfants de la conquête, on verra les inévitables et détêstables résultats et les fruits amers que devait produire l'application de ces décrets absurdes, dont les conséquences furent si fatales aux Espagnols comme elles le sont encore pour les Mexicains.

II

DOMINATION ESPAGNOLE.

Les Espagnols trouvèrent au Mexique un pays comme on n'en voit nulle part de semblable. Baigné par deux océans, il s'élève graduellement depuis les sables brûlants des latitudes tropicales jusqu'à la hauteur des neiges éternelles, et sur les deux versants de cette arête colossale qui joint les deux Amériques, on jouit de tous les différents climats du monde. Depuis les belles plages où le palmier secoue son gracieux panache sous le souffle des bri-

ses parfumées, jusqu'aux glaces qui surplombent la vallée de Mexico, l'on récolte sur la même latitude et selon l'élévation du terrain, le coton, le sucre, le tabac, le riz, la cochenille, la vanille, le maïs, le blé, l'orge, l'avoine, le raisin et des variétés incroyables de fruits délicieux. En outre, la nature, prodigue jusqu'à l'excès, a de plus répandu dans le sein de la terre d'inépuisables richesses minérales, comme si celles de la surface ne suffisaient pas à rassasier la plus insatiable cupidité; mais ce furent précisément ces richesses territoriales qui causèrent la ruine des conquérants espagnols.

Lorsque la conquête fut achevée, que les Indiens asservis ou décimés n'offraient plus de crainte, que les familles honnêtes et distinguées suivirent les premiers aventuriers attirés par la soif de l'or, et que l'Espagne sentit le besoin d'organiser un gouvernement quelconque dans ses nouvelles colonies, le Mexique reçut un vice-roi, qui concentrait entre ses mains l'autorité civile, militaire et criminelle.

Pourtant, comme dans un pays aussi vaste que celui-ci le pouvoir devait naturellement se ramifier, l'on institua des audiences, espèces de parlements et de tribunaux tout à la fois, qui rendaient la justice et pouvaient faire des remontrances au vice-roi. Plus tard, on fut obligé de créer le conseil des Indes, tribunal suprême, auquel le vice-roi lui-même était tenu d'obéir, et c'est à cette honorable assemblée que le Mexique doit ses plus nobles institutions, ses progrès intérieurs et le peu de moralité conservée jusqu'à l'époque de l'Indépendance.

Dans les commencements, le Mexique n'était pas pour l'Espagne une colonie ayant des ressources agricoles qui pouvaient développer une nation forte et riche, ce n'était qu'un hôtel des monnaies, placé sur une mine d'or et d'argent, et les métaux précieux avaient seuls le privilége d'absorber l'attention et la sollicitude du gouvernement. L'argent semblait être une sorte de production naturelle comme les fleurs, et que la terre fournissait avec une égale abondance; aussi, dès l'origine de la colonie, le

germe de l'indépendance industrielle fut étouffé par l'imprévoyante politique de la cour de Madrid. L'exploitation des métaux précieux fut la seule industrie que la métropole favorisa; quant à la culture du sol, elle ne servait qu'aux besoins journaliers des colons, au commerce intérieur des colonies, et l'on ne protégeait que la culture des produits rares et recherchés par la mère patrie.

Dans toute l'Amérique espagnole, les populations ne demandaient qu'un gouvernement protecteur, qui leur permettrait de donner à l'industrie, comme à l'agriculture, tout le développement possible. La seule chose que l'Espagne avait à faire était d'ouvrir des marchés pour la vente des produits et pour les échanges avec les autres colonies ; mais au lieu d'adopter cette politique simple, sage, libérale et grandiose dans ses résultats, l'Espagne imposa aux colons un gouvernement arbitraire, elle défendit la production de l'huile et du vin, elle entrava les communications avec les autres peuples, elle interdit les ports aux vaisseaux

étrangers, elle établit des restrictions sur les importations; elle régla le prix des marchandises, qu'elle seule avait le droit d'importer et d'exporter, elle accorda des priviléges exclusifs aux Espagnols, elle limita l'émigration, et fit sans condition des concessions exorbitantes de terrains, de sorte que, le gouvernement ayant l'air de ne s'occuper que des exigences du jour, les habitants ne pensaient point au lendemain. Le commerce, les manufactures et la grande agriculture furent découragés, paralysés, et le Mexique dut recevoir de l'Espagne les produits de *son* industrie. En échange de ce système restrictif, impitoyable et barbare, elle n'envoyait rien qui tînt de l'activité, du talent et de l'esprit d'entreprise ou d'invention. Elle ne permit pas même aux autres nations de venir coloniser les terres conquises, et de créer par le mélange des races une population saine, énergique et forte, tandis que les Espagnols, en se greffant sur des aborigènes dégradés, formèrent une race indolente et molle, plus digne de notre pitié que de notre admiration.

Non-seulement l'Espagne ne s'est jamais occupée de tirer parti de la prodigieuse fécondité du sol américain, mais elle ne paraît pas avoir jamais songé à s'attacher l'affection de ses colons blancs, rouges ou noirs, et à développer leurs facultés morales. Il est vrai que le zèle religieux engagea des prêtres et des moines à suivre les conquérants et à se dévouer au salut des âmes; mais bientôt l'Église qu'ils fondèrent devint très-riche; la richesse énerva leur dévouement, et les colonies furent religieusement, aussi bien que politiquement, administrées d'une manière fort triste. Le Mexique fut doté d'une religion légèrement théâtrale, mélangée de scènes ridicules et de cérémonies puériles fort goûtées des Indiens, mais indignes de cette gravité et de cette sainteté qui doivent présider au culte divin ; de sorte que des abus vinrent se glisser parmi le clergé, qui, malgré l'honorabilité de la plupart de ses membres, cherchait moins à purifier les mœurs par la prédication des doctrines évangéliques, qu'à éblouir les yeux par les pompes du culte exté-

rieur, la représentation scénique des mystères et le luxe des églises.

En politique, les Mexicains étaient encore plus mal partagés. Les créoles, les métis, les Indiens, en un mot, tout ce qui n'était pas espagnol fut exclu des fonctions publiques. Les créoles étant descendants des Espagnols, il eût semblé naturel et juste de reconnaître leurs droits à l'administration du pays; mais, par méfiance, le gouvernement déclara qu'en principe, ils ne pourraient exercer aucun emploi civil ou militaire. Si ce traitement ne leur fit pas lever plus tôt l'étendard de la révolte, c'est qu'ils s'isolaient des métis issus d'Espagnols et d'Indiennes, et que la profonde aversion qui séparait ces deux castes favorisait singulièrement le despotisme de l'Espagne. Néanmoins, malgré les satisfactions partielles et les lois libérales accordées par Charles III en 1778, le Mexique avait tellement souffert sous le joug maladroit de la mère patrie, qu'une guerre d'indépendance devenait de jour en jour plus imminente.

Mais si, d'un côté, les monopoles excessifs réservés par le gouvernement, son système restrictif en matière commerciale et son mépris pour les populations américaines lui suscitaient des haines implacables, envenimées par la corruption, l'orgueil froissé, la soif de la vengeance et des ambitions non satisfaites, de l'autre côté cette longue et douloureuse servitude avait jeté de tels éléments de dissolution parmi les Mexicains, que cette indépendance qu'ils rêvaient devenait excessivement difficile, laborieuse et devait être naturellement accompagnée et suivie d'hésitations, de faiblesses, d'excès, de désordre et d'anarchie.

III

GUERRE DE L'INDÉPENDANCE. — HIDALGO ET MORELOS.

Chose singulière à constater, le branle-bas de la révolution mexicaine fut un élan de dévouement envers Ferdinand VII, alors captif à Bayonne. Aussitôt que les Mexicains apprirent que la junte de Séville avait déclaré la guerre à la France, en 1808, ils oublièrent les animosités qui les divisaient, refusèrent de reconnaître Joseph Bonaparte pour leur souverain, et résolurent de conserver leur pays à Ferdinand.

Une fois les armes à la main, on voulut pro-

fiter des événements, et le conseil municipal de Mexico se vit obligé, par le peuple, à demander au vice-roi une assemblée nationale. A cette époque, le vice-roi se nommait Iturrigaray. C'était un homme estimé des Mexicains par sa conduite conciliante et douce à leur égard, et par ce même motif les Espagnols le détestaient. Iturrigaray reçut favorablement la requête du conseil municipal et consulta l'audience à ce sujet ; mais l'audience ne voulut point en entendre parler ; une conspiration s'organisa contre le vice-roi parmi les Espagnols, qui le mirent en prison et le remplacèrent par Vénéjas.

La déposition d'Iturrigaray et la conduite de Vénéjas exaspérèrent les Mexicains, qui voulaient exterminer tous les Espagnols. L'insurrection fut organisée sur tout le territoire, mais elle n'éclata que dans la province de Guanajuato, peut-être à cause du mouvement prématuré d'Hidalgo. Don Miguel Hidalgo y Castilla, curé de Dolorès, petite ville de l'intendance de Guanajuato, poussé à la révolte par son pa-

triotisme et par les instances du peuple fatigué de souffrir, avait alors soixante-deux ans. Ses plans n'indiquaient que la violence et l'incapacité ; ils ne devaient produire que le désordre, le carnage et la dévastation, comme tous les derniers *pronunciamientos*. Au mois de septembre 1810, il commença ses excursions ; il s'empara de plusieurs villes, entre autres de Guanajuato et de Valladolid, et marcha sur Mexico. Pourtant, après une victoire chèrement acquise, il refusa de prendre la capitale, et, sans doute dégoûté par les sanglantes représailles de ses troupes, il revint dans son pays.

Le but des insurgés n'étant point de réclamer les droits de la nation, mais d'exterminer tous les Espagnols et de piller leurs biens, ils foulèrent aux pieds les lois de la guerre, de la religion et de l'humanité, et rendirent la condition des Mexicains pire qu'elle n'était auparavant, en éveillant chez les Espagnols le sentiment des dangers qui les menaçaient et envenimant leur haine. Aussi la réaction devint plus forte que jamais ; le général Calleja défit complétement

Hidalgo, près d'Aculco, dans les environs de Guadalaxara, le prit et le fit fusiller. L'histoire nous montre ce Calleja comme un monstre, auteur d'atrocités incroyables et qui n'éteignait l'insurrection que dans le sang des exécutions en masse, dont le souvenir seul donne des frissons. A Guanajuato, par exemple, après la prise de la ville, il fit entasser sur la grande place publique environ *quatorze mille hommes, femmes et enfants, qui furent égorgés*. Calleja disant que la poudre et les balles coûtaient trop cher pour être employés dans cette boucherie, il lança ses soldats sur ces victimes sans défense, avec l'ordre de *leur couper la gorge*.

Un autre curé, du nom de Morelos, continua l'œuvre d'Hidalgo; à la tête de bandes nombreuses, il se rendit maître des principales villes du pays et parvint même à constituer à Zitacuaro, dans la province de Valladolid, une junte révolutionnaire sous le nom d'Assemblée nationale, pour donner une sorte d'autorité aux actes de l'insurrection. Ce congrès, inquiété bientôt par les armes de nouveau victorieuses

des Espagnols, fut obligé de se transporter de ville en ville pour lancer ses décrets. Calleja s'empara de Zitacuaro, la brûla et défendit de la reconstruire, pour terrifier, par cet exemple, les autres villes qui seraient tentées de se révolter. Arrivée à Chipalcingo, l'Assemblée nationale acheva la constitution et proclama l'acte de l'Indépendance; mais cette indépendance était tout à fait fictive. Calleja envoya la constitution mexicaine au conseil royal, qui la fit brûler par les mains du bourreau. Les exécutions et les vengeances ne firent que redoubler d'intensité de part et d'autre.

En 1815, le colonel Iturbide, créole de l'armée de Calleja, ayant été par une marche aussi rapide qu'habile sur le point de saisir le congrès mexicain, Morelos, pour mettre les députés en sûreté, entreprit son expédition de Tehuacan, dans la province de la Puebla, où Teran avait déjà rassemblé des forces imposantes.

Le curé-soldat-législateur n'était accompagné que de cinq cents hommes pour faire une

marche de deux cent cinquante kilomètres à travers un pays occupé par les troupes royalistes. Il est vrai qu'il espérait être rejoint par Teran et Guerrero, mais ses courriers furent interceptés, et ces deux généraux ignoraient la situation de Morelos. Les Espagnols, croyant que ses forces étaient plus considérables, n'osèrent pas l'attaquer jusqu'à son arrivée à Tesmaluca, où les Indiens qui le reçurent avec toutes les apparences d'une cordiale hospitalité s'empressèrent d'avertir secrètement don Emmanuel Concha, commandant espagnol le plus près du petit nombre de troupes que commandait le fameux chef révolutionnaire.

Le lendemain matin 5 novembre 1815, Morelos, qui se croyait en sûreté, fut très-surpris de voir déboucher des montagnes voisines deux partis royalistes qui venaient l'attaquer. Il ordonna de suite à don Nicolas Bravo de continuer sa route avec ses troupes, pour servir d'escorte au congrès, en disant : Pourvu que le congrès soit sauf, ma vie n'a pas d'importance. Puis, voulant retarder la marche des

Espagnols, il resta seul avec cinquante hommes, qui se sauvèrent aussitôt que le combat devint un peu vif. Il est probable que Morelos, dégoûté de la vie par les difficultés qu'il rencontrait pour assurer l'indépendance de son pays, par des revers sanglants et par les cruautés exercées par ses partisans et les Espagnols, désirait sacrifier son existence à sa cause et finir ses jours d'une manière digne des commencements de sa carrière militaire.

Les royalistes, qui n'osaient pas d'abord s'approcher de lui, le traitèrent brutalement dès qu'il fut couvert de chaînes et le conduisirent à Tesmaluca. Concha le reçut avec honneur et distinction, et l'envoya à Mexico pour y être jugé. La population courut au-devant du prisonnier jusqu'à San-Augustin de las Cuevas pour regarder et quelques-uns pour insulter cet homme, dont le nom avait été si longtemps la terreur de ses ennemis. Morelos resta froid devant cette curiosité malveillante, comme il demeura impassible pendant sa condamnation à mort ; une seule chose l'affecta beaucoup, ce

fut la publicité donnée à sa dégradation ecclésiastique.

Le 22 décembre, Concha le conduisit à l'hôpital de San-Cristoval, où devait avoir lieu l'exécution. Il dîna avec le général espagnol, le remercia de ses bontés, l'embrassa, se confessa et marcha avec la plus parfaite sérénité vers l'endroit où se trouvaient les soldats qui devaient le fusiller. Il se mit ensuite à genoux en disant ces mots : « Seigneur, si j'ai fait le bien, vous le savez, si j'ai fait le mal, je recommande mon âme à votre miséricorde. » Cette prière achevée, il s'attacha lui-même le mouchoir sur les yeux, donna le signal du feu et tomba mort en priant pour son pays.

Après Morelos, le seul général influent qui restait pour continuer la guerre de l'indépendance, c'était Victoria ; mais en 1816, deux divisions espagnoles, commandées par Myares et Apodaca, débarquèrent à Vera-Cruz, et poursuivirent les troupes de Victoria avec tant d'énergie, que malgré ses efforts désespérés, il fut obligé de cesser une lutte désormais impos-

sible. Ses soldats furent pris, tués ou découragés ; le zèle des Mexicains pour leur indépendance s'était usé, les habitants des villes et des villages refusaient de fournir des vivres et quoi que ce soit, le général se voyait abandonné de tout le monde ; un jour enfin il se vit complétement seul. Alors, refusant le rang et les récompenses que lui offrait Apodaca pour sa soumission, il résolut de se retirer avec quelques habits et son épée dans les montagnes et les forêts de la province de Vera-Cruz.

Apodaca, craignant qu'il ne sortît de sa retraite, envoya mille hommes par petits détachements pour le chasser comme une bête fauve, avec l'ordre de brûler tous les villages qui lui auraient donné asile ou secours ; de sorte que ces rigueurs effrayèrent tellement les Indiens qu'ils se sauvaient à l'approche de Victoria, ou couraient le dénoncer aux Espagnols.

Après six mois d'une chasse pareille, on fit courir le bruit de sa mort, qui fut officiellement accréditée par la *Gazette de Mexico*. Mais

les épreuves extraordinaires qu'endura le général ne se terminèrent pas avec la cessation des poursuites dirigées contre lui : souffrant de la nudité comme de la faim, il ne pouvait guère se nourrir qu'avec des fruits sauvages ; en hiver ces fruits lui manquant, il finit par s'habituer à rester trois et quatre jours sans nourriture, habitude qu'il eut beaucoup de peine à quitter lorsqu'il revint au pouvoir, et qui le rendit toute sa vie d'une sobriété merveilleuse.

Lors de la révolution causée par la défection d'Iturbide, deux Indiens allèrent à sa recherche et finirent par le trouver au bout de deux mois. En le voyant, les Indiens en eurent peur et s'enfuirent ; Victoria, qui n'était plus qu'un fantôme cadavéreux, les fit revenir en les appelant à différentes reprises par leurs noms. Ceux-ci le conduisirent dans leur village pour lui prodiguer les soins dont il avait tant besoin. La nouvelle de sa réapparition se répandit dans tout le Mexique avec la rapidité de la foudre ; d'abord on en douta, tant on le croyait

réellement mort ; mais lorsqu'on sut que le général Guadalupe Victoria vivait encore, tous les insurgés se rallièrent à lui, et partout on le reçut avec un enthousiasme frénétique.

IV

RÈGNE DE L'EMPEREUR AUGUSTIN Ier ITURBIDE.

L'insurrection militaire de 1820, à la suite de laquelle la constitution de 1812 fut proclamée dans l'île de Léon, eut son contre-coup dans le Mexique. Le vice-roi Apodaca, ne l'ayant acceptée qu'avec mauvaise grâce, voulut faire une contre-révolution militaire, et sous prétexte d'écraser les Mexicains, qui guerroyaient encore dans les montagnes du Sud, et d'en finir avec la révolte, il réunit en 1821 une petite armée dont il confia le commandement au général don Augustin Iturbide; mais

celui-ci changea complétement la face des affaires en passant du côté des insurgés. La défection d'Iturbide était en elle-même une vraie révolution. Né à Valladolid, et par conséquent créole, il avait toujours servi l'Espagne. Il aimait passionnément son pays ; mais en voyant les actes odieux commis jusqu'alors par les révolutionnaires, il avait toujours refusé de se mettre dans leurs rangs et les avait combattus avec succès. Ses idées monarchiques lui ont valu le blâme et la haine de ses compatriotes et des historiens, mais quand on se dépouille de tout préjugé et qu'on connaît le Mexique et l'esprit mexicain, on s'aperçoit que les vues d'Iturbide étaient justes et les seules applicables à cette époque comme elles le sont de nos jours. « Bonaparte en Europe, et Iturbide en Amérique, sont les deux hommes les plus extraordinaires que l'histoire moderne offre au monde, » écrivait Bolivar à Riva-Aguero, ex-dictateur de la république péruvienne. La nature et l'étendue de notre travail ne nous permettent pas de justifier dans une certaine mesure

le caractère et la conduite de ce patriote étrangement calomnié ; mais nous n'hésitons pas à déclarer que si les grands hommes, en Amérique, n'ont jamais été d'une taille bien colossale, néanmoins Iturbide et Santa-Anna sont les deux hommes les plus grands et les plus dévoués que le Mexique ait produits depuis la conquête. C'est aussi sur le gouvernement de ces deux hommes que nous donnerons le plus de détails, car ils nous peignent l'état social et politique de ce malheureux pays tel qu'il est encore aujourd'hui.

Le rétablissement de la constitution en Espagne plaça l'Amérique espagnole dans une situation nouvelle. La fermentation qui régnait dans la Péninsule, les conspirations des mécontents, le défaut de modération des partisans du nouveau système, et les actes du gouvernement et des cortès de Madrid, qui, par leurs discours et leurs décrets, semblaient vouloir s'aliéner les colonies, remplirent le cœur des bons patriotes du désir de l'indépendance. De tous les côtés on se préparait à la lutte. Au

Mexique, on ne savait quel parti prendre. Les Espagnols et leurs adhérents voulaient qu'on adoptât la constitution; mais, étant mal comprise, elle fut mal appliquée; d'autres soupiraient après l'ancien gouvernement absolu qui leur garantissait les emplois lucratifs qu'ils exerçaient d'une manière despotique.

Les Mexicains voulaient l'indépendance, mais ne s'accordaient ni sur la manière de l'établir, ni sur la forme de gouvernement qu'on devait adopter. Les uns désiraient commencer par exterminer tous les Espagnols et confisquer ensuite tous leurs biens; d'autres, moins sanguinaires, se seraient contentés de les bannir du pays, et les plus modérés se bornaient à proposer leur exclusion de tout emploi public et de les faire descendre à la condition dans laquelle ils avaient tenu les Américains durant trois siècles. Quant à la forme du gouvernement, un parti prêchait pour une monarchie tempérée par une constitution; un second penchait pour une république fédérative, et le dernier pour la république une et indivisible; mais

tous les partisans de ces différents systèmes travaillaient avec ardeur à l'accomplissement de leurs projets.

Iturbide savait se concilier tous ceux qui l'approchaient par l'expression douce et bienveillante de sa figure, par ses manières simples et franches, par son langage persuasif, son humanité, sa modération et son éloquence. Il avait de nombreux amis dans les principales villes, l'armée lui était fortement attachée, il connaissait parfaitement la nature du pays, le caractère des habitants et les ressources sur lesquelles on pouvait compter. Il voyait de nouvelles révolutions sur le point d'éclater, sa patrie à la veille d'être inondée de sang, et croyant pouvoir la sauver, il n'hésita pas à tenter de remplir un devoir aussi sacré. C'est alors qu'il fit le *plan d'Iguala*, qu'il soumit aux chefs distingués des différents partis et qui fut accepté sans aucune modification.

Ce plan se composait des vingt-quatre articles suivants :

Art. 1er. La nation mexicaine est indépendante de la nation espagnole et de toute autre, même sur ce continent.

Art. 2. Sa religion sera la religion catholique, qui est celle professée par tous ses habitants.

Art. 3. La nation sera une, sans aucune distinction entre les Américains et les Européens.

Art. 4. Le gouvernement sera une monarchie constitutionnelle.

Art. 5. Il sera nommé une junte composée de personnes jouissant de la plus haute réputation dans les différents partis qui se sont montrés.

Art. 6. Cette junte se réunira sous la présidence de Son Excellence le comte del Venadito, vice-roi actuel du Mexique.

Art. 7. Elle gouvernera au nom de la nation, d'après les lois actuellement en vigueur, et sa principale affaire sera de convoquer, en

suivant telles dispositions qu'elle jugera à propos de régler, un congrès pour former une constitution plus convenable au pays.

Art. 8. Sa Majesté Ferdinand VII sera invitée à monter sur le trône de cet empire, et, en cas de refus de sa part, on invitera successivement les infants don Carlos et don Francisco de Paulo.

Art. 9. Si Sa Majesté Ferdinand VII et ses augustes frères n'acceptent point cette invitation, la nation sera libre d'appeler au trône impérial tel membre des familles régnantes qu'il lui plaira de choisir.

Art. 10. La confection de la constitution et le serment de l'empereur de l'observer fidèlement devront précéder son entrée dans le pays.

Art. 11. La distinction des castes, établie par les lois espagnoles, et qui en privait quelques-unes des droits de citoyen, est abolie. Tous les habitants du pays sont citoyens et égaux, et les voies de l'avancement sont ouvertes à la vertu et au mérite.

Art. 12. Il sera organisé une armée pour la défense de la religion, de l'indépendance et de l'union : chargée de garantir ces trois grands intérêts, elle sera, en conséquence, appelée l'armée des trois garanties.

Art. 13. Elle jurera solennellement de défendre les bases de ce plan.

Art. 14. Elle observera strictement les ordonnances militaires actuellement en vigueur.

Art. 15. Il n'y aura d'autres promotions que celles qui seront dues à l'ancienneté, ou qui deviendront nécessaires pour le bien du service.

Art. 16. Cette armée sera considérée comme troupes de ligne.

Art. 17. Les anciens partisans de l'indépendance qui adhéreront immédiatement à ce plan seront considérés comme appartenant à cette armée.

Art. 18. Les patriotes et paysans qui y adhé-

reront par la suite seront considérés comme milices provinciales.

Art. 19. Les prêtres séculiers et réguliers demeureront dans la situation où ils se trouvent.

Art. 20. Tous les fonctionnaires publics, tant civils qu'ecclésiastiques, politiques et militaires, qui adhéreront à la cause de l'indépendance, conserveront leurs emplois, sans aucune distinction entre les Américains et les Européens.

Art. 21. Les fonctionnaires de toute espèce qui ne sont point attachés à la cause de l'indépendance, seront dépouillés de leurs emplois et quitteront le territoire, emmenant avec eux leurs familles et leurs effets.

Art. 22. Les commandants militaires se conduiront d'après des instructions générales conformes à ce plan, et qui leur seront transmises sans délai.

Art. 23. Aucun accusé ne sera condamné à une peine capitale par les commandants mi-

litaires. Les individus accusés de trahison envers la nation, ce qui est le plus grand crime après celui de trahison envers notre divin Maître, seront transférés à la forteresse de Barrabas, où ils demeureront jusqu'à ce que le congrès ait décidé quelle punition leur doit être infligée.

Art. 24. Comme il est indispensable que ce plan, qui a pour objet le bonheur du pays, soit mis à exécution, tout individu appartenant à l'armée devra le défendre, s'il le faut, jusqu'à la dernière goutte de son sang.

De la ville d'Iguala, le 24 février 1821.

Comme on le voit, ce plan présentait à la famille régnante d'Espagne la seule chance qui lui restait de conserver le Mexique; il accordait aux Mexicains le droit de faire les lois qui devaient les régir, et d'avoir leur gouvernement établi sur leur propre territoire; il offrait aux Espagnols des garanties qui n'étaient point à dédaigner; il assurait à chacun les droits de liberté, d'éga-

lité et de propriété ; il abolissait l'odieuse distinction des castes ; il laissait les voies de l'avancement ouvertes au mérite et opposait une barrière solide aux machinations des turbulents. Aussi l'exécution de ce plan produisit-elle les plus heureux résultats, car six mois suffirent pour dénouer le nœud compliqué qui avait lié l'Espagne au Mexique, et sans effusion de sang, sans pillage, sans dévastation, et même sans qu'il y eût une larme de répandue, le Mexique se vit libre et s'éleva du rang de colonie à celui d'un empire.

Le 24 août 1821, Iturbide eut une entrevue avec le lieutenant général des armées de l'Espagne, don Juan de O'Donojou (O'Donoghue), qui commandait le peu de troupes royalistes restées fidèles à Ferdinand VII et que l'armée d'Iturbide bloquait à Cordova. De cette entrevue il en résulta le traité de Cordova, qui ouvrit les portes de Mexico au général Iturbide. Ce traité, contenant dix-sept articles, est motivé par la situation du Mexique, qui s'était déclaré indépendant et possédait une armée pour ap-

puyer cette déclaration, en faveur de laquelle les provinces venaient de se prononcer. La capitale était assiégée, les villes de Vera-Cruz et d'Acapulco restaient seules fidèles au gouvernement, mais sans garnisons et sans moyens de défense. Le capitaine général, premier chef politique du royaume, désirant éviter les maux d'une résistance impossible et qui suivent les changements de cette nature, et voulant concilier les intérêts de la couronne avec les faits accomplis, approuva le plan d'Iguala, qui ne fut point ratifié par la cour d'Espagne.

Iturbide entra à Mexico le 27 septembre 1821. Le même jour il installa la junte du gouvernement qu'il avait nommée, et dans laquelle il avait réuni les hommes les plus honorables des différents partis politiques; mais à peine la junte commença-t-elle ses fonctions qu'elle altéra les pouvoirs qui lui avaient été accordés, et qu'il fut dès lors facile de prévoir l'antagonisme qui devait s'élever entre le chef du pouvoir et les membres ambitieux de la junte; an-

tagonisme qui devint fatal à la nation comme à Iturbide lui-même.

Dès l'origine de cette junte on voit deux partis hostiles intriguer contre le sauveur du Mexique, les républicains et les bourboniens. Les républicains savaient qu'ils ne pourraient jamais amener Iturbide à contribuer à l'établissement de la république, parce que ce général croyait que ce gouvernement ne convenait pas aux Mexicains. « La nature, disait-il, ne produit rien par de brusques changements; elle opère par degrés successifs. Le monde moral suit les mêmes lois que le monde physique. Tenter de nous affranchir tout d'un coup de l'état d'avilissement, de servitude et d'ignorance où nous languissions depuis trois siècles, durant lesquels nous n'eûmes ni livres ni instructeurs, et où la possession de quelques lumières eût été regardée comme un motif suffisant de persécution; penser que nous pouvions nous instruire et nous civiliser en un instant et comme par enchantement; que nous pouvions à la fois acquérir toutes les vertus, ab-

jurer tous les préjugés, renoncer à toutes prétentions déraisonnables, étaient des chimères qui ne pouvaient appartenir qu'aux visions d'un enthousiaste. »

Les bourboniens, de leur côté, désiraient sa chute, car aussitôt que la cour de Madrid eut désapprouvé la conduite de O'Donojou, le traité de Cordova devenait sans effet dans la partie qui appelait les Bourbons au trône du Mexique; la nation rentrait dans la pleine jouissance d'élire pour son souverain l'homme qu'elle voudrait, et les bourboniens, n'espérant plus qu'un Bourbon viendrait régner au Mexique, ne songèrent qu'à faire retomber le pays sous la dépendance primitive de l'Espagne. Mais, l'opinion publique étant en faveur d'Iturbide, toutes ces intrigues ne purent se produire au grand jour que plus tard.

Le premier devoir de la junte, après son installation, était de publier la *convocatoria* ou proclamation pour la réunion du congrès qui devait donner une constitution à la monarchie. Cette *convocatoria* contenait des instructions

prescrivant le mode d'élection, et fixant le nombre des députés à élire par chaque district; elle fut adressée d'abord aux députations provinciales, qui la répandirent ensuite dans leurs juridictions primitives. Cet acte était tellement défectueux, malgré l'impardonnable lenteur qu'on mit à le rédiger, qu'on assignait un seul député à des provinces de cent mille habitants, et quatre à une de cinquante mille. La junte ne songea même pas que le nombre des représentants devait être aussi plus ou moins grand en proportion de la civilisation des représentés; mais elle eut l'adresse de faire dépendre la nomination des députés, non du vote d'un district, mais de celui des municipalités des principales villes, qui devinrent ainsi les seuls électeurs, de sorte qu'après la dissolution de la junte, tous ses membres passèrent dans le congrès; car en réalité ils se nommaient eux-mêmes.

Ce premier congrès fut pitoyablement composé; parmi quelques hommes d'honneur, on voyait des individus d'une conduite notoire-

ment scandaleuse, des banqueroutiers frauduleux, des démagogues fougueux, des officiers qui avaient tour à tour violé deux ou trois fois les lois de la guerre, et même des criminels et des ennemis de l'Indépendance. Le principal objet pour lequel il avait été convoqué, était la rédaction d'une constitution pour l'empire : il n'en fut pas écrit une seule ligne. Dans un pays aussi riche, le trésor était épuisé; il n'y avait pas de fonds pour payer l'armée ni les fonctionnaires publics; pas de revenus ni même de système financier : celui qui existait dans le temps de la domination espagnole avait été aboli sans qu'on lui en eût substitué quelque autre, et malgré les sollicitations pressantes et réitérées d'Iturbide, le congrès ne voulut point s'occuper de ces graves questions, et refusa de prendre aucune mesure à l'égard des tribunaux alors désertés et de la justice qui était totalement négligée. A cette étrange incurie se joignirent bientôt des actes d'une malveillance directe. La régence se composait de quatre membres et d'Iturbide, qui en était le prési-

dent; en une séance le congrès proposa et décréta la déposition de trois membres de la régence, malgré les statuts, et n'en laissa qu'un seul, ennemi du président, dans le but de rendre son vote nul dans l'exercice du pouvoir exécutif. Après cette mesure on présenta un règlement qui déclarait le commandement de l'armée incompatible avec les fonctions du pouvoir exécutif.

Cette mesure fut la cause immédiate qui hâta l'événement du 18 mai 1822. Ce jour, à dix heures du soir, le peuple et la garnison, peut-être influencés par les amis d'Iturbide, le proclamèrent empereur. L'air retentit tout à coup des cris de vive Augustin Ier, la capitale s'illumina subitement, les balcons se pavoisèrent, et pas un citoyen n'exprima la moindre désapprobation, ce qui prouve en faveur de la popularité d'Iturbide et de la considération dont il jouissait dans tout le Mexique. Iturbide voulut protester contre cette singulière élection, mais il en fut empêché par ses amis, qui lui représentèrent que c'était le seul

moyen d'opposer une digue aux maux que le congrès répandraient sur le pays avec ses ambitions, ses jalousies et son incapacité. Néanmoins, l'élu de la nation passa une partie de la nuit à demander aux troupes comme au peuple le temps de prendre une décision et de prêter momentanément obéissance au congrès. Le lendemain il fit une proclamation pour rappeler le peuple à l'ordre et à la légalité ; il convoqua la régence, assembla les généraux et les officiers supérieurs, instruisit officiellement le président du congrès de ce qui était arrivé, et l'invita à convoquer sur-le-champ les députés pour une séance extraordinaire.

Tous les personnages appelés furent d'avis qu'Iturbide acceptât la couronne impériale pour éviter de grands malheurs. Quoique la salle du congrès fût encombrée par la foule, les députés se réunirent au nombre de quatre-vingt-quatorze ; ils envoyèrent une députation à l'empereur pour le prier d'assister à la séance ; celui-ci refusa d'abord, en prétextant que sa présence pourrait être considérée comme une

entrave à la liberté des débats, cependant, après de longues discussions, il fut obligé de s'y rendre, et sur son passage comme à son entrée dans la salle il fut partout accueilli par des acclamations enthousiastes. La question de sa nomination commença immédiatement, et pas un seul député ne s'opposa à son élévation au trône. La seule hésitation montrée par quelques-uns provenait de la considération que leurs pouvoirs ne leur paraissaient pas assez étendus pour les autoriser à décider cette question.

Iturbide lui-même appuya cette opinion; mais, l'opinion contraire ayant prévalu, le vote se fit : soixante-dix-sept députés votèrent pour lui, quinze contre, et deux se retirèrent sans voter. A peine cette élection fut-elle connue, que l'enthousiasme le moins équivoque se manifesta parmi toutes les classes de la société, et la voiture de l'empereur fut traînée par le peuple, lorsqu'il revint dans sa résidence ordinaire. La nouvelle de ces événements fut transmise aux provinces par des courriers extraor-

dinaires, et les réponses exprimèrent à l'unanimité que ce qui avait été fait était justement l'expression de leurs vœux les plus ardents. Le congrès lança un manifeste, dont nous faisons les extraits suivants :

« Mexicains,

« Vos représentants s'adressent à vous pour la première fois, afin de vous annoncer l'événement extraordinaire qui a décidé de la destinée de l'empire d'Anahuac. Son émancipation est accomplie, puisqu'il a plu à l'Être suprême de rendre aux habitants cette liberté qu'il leur donna à leur naissance, en se servant d'un individu doué de qualités extraordinaires pour achever cette noble entreprise. Vous connaissez tous le plan d'Iguala, par lequel le señor don Augustin de Iturbide commença son grand œuvre; vous connaissez aussi le traité de Cordova... qui assure l'exécution du plan d'Iguala.

« Des événements si heureux n'auraient pu arriver, s'ils n'eussent été le résultat de l'una-

nimité de l'opinion publique... lorsqu'on vit que l'Espagne avait annulé le traité de Cordova; et l'armée et le peuple, rompant subitement le silence à 11 heures du soir, le 18 de ce mois, saluèrent le généralissime, don Augustin de Iturbide, du titre d'empereur du Mexique; proclamation qu'accompagnèrent des salves d'artillerie, le son des cloches, celui des fanfares et les acclamations de tous les habitants de Mexico, qui passèrent la nuit en réjouissances... et le lendemain à neuf heures du matin, le congrès s'assembla...

« Le congrès se disposait à commencer d'une manière grave et solennelle la discussion d'une question si importante; mais, les cris du peuple redoublant à chaque instant, l'assemblée se convainquit de la nécessité de prendre en considération la dignité et les droits imprescriptibles de la nation mexicaine, qui, si elle avait été assez généreuse pour offrir le trône à la famille régnante d'Espagne, était loin d'imaginer qu'une telle offre aurait été rejetée avec mépris...

« Occupé de ce grand objet depuis le premier moment de son existence politique, et jaloux de voir notre pays prendre son rang parmi les grandes nations, il (*le congrès*) a proclamé le señor don Augustin de Iturbide empereur constitutionnel du Mexique, persuadé qu'après avoir été le libérateur de sa patrie, il en serait le meilleur défenseur.

« La reconnaissance de la nation l'exigeait, les vœux unanimes de beaucoup de villes et de provinces le réclamaient impérieusement : le peuple de Mexico et l'armée qui s'y trouvait réunie ont clairement et positivement exprimé les mêmes sentiments.

« La modération du héros d'Iguala avait plusieurs fois résisté à de semblables tentatives, par un respect religieux pour le traité qu'il avait conclu. En vain voulut-il refuser encore, le 19, de se charger du fardeau d'une dignité si élevée; plus les vertus et la gloire qui lui avaient mérité cet honneur étaient éminentes, et plus sa résistance devait être inutile.

« Son amour de la liberté, son désintéres-

sement, ses talents politiques, et l'habileté avec laquelle il sait concilier des intérêts opposés, son intégrité et sa capacité pour les affaires d'État, étaient autant de titres à votre admiration, ainsi qu'à l'intérêt et à l'affection que vous avez montrés pour sa personne dès le commencement de sa glorieuse carrière.

« Mexicains, vous avez aujourd'hui sur le trône impérial Iturbide le Grand; vos vœux sont comblés... On vient de mettre sous vos yeux une relation succincte de ce grand événement, ainsi que des motifs et des considérations qui l'ont amené. Le congrès espère que vous adresserez au ciel les plus ardentes prières, pour que l'homme qui vient d'être élu par vous remplisse ses pénibles devoirs avec l'aide et la protection du Très-Haut.

FRANCISCO CANTARINÈS, *président*.
JOSÈ YGNACIO GUTIERREZ, député, } *secrétaires*.
FRANCISCO RIVAS, député, }

« Mexico, le 21 mai 1822, seconde année de l'indépendance de l'empire. »

Parmi les hommes qui félicitèrent le plus

Iturbide sur son avénement au trône mexicain, nous devons citer Santa-Anna, qui avait une grande influence non-seulement à Vera-Cruz, mais encore sur une portion considérable du pays. Santa-Anna était alors colonel du 8me régiment d'infanterie ; il assura le nouvel empereur qu'il était d'autant plus satisfait de son élévation qu'il avait pris toutes ses mesures pour le faire proclamer à Vera-Cruz, dans le cas où il ne l'aurait pas été à Mexico.

Après cet événement, qui donnait au Mexique des chances d'établir l'ordre, la prospérité et le bonheur du pays, il semblait que toutes les dissensions avaient cessé et fait place au repos ; mais il n'en était rien. Les différents partis, bien qu'ils dissimulassent pendant quelque temps leur dépit et leur ambition, n'en continuaient pas moins leurs machinations, leur hostilité, et la conduite du congrès devint un scandale public. Plusieurs députés tinrent des conciliabules pour renverser le gouvernement, sous prétexte que l'empereur *désirait* devenir monarque absolu ; mais en réalité, comme on

ne citait aucune preuve pour appuyer cette accusation, c'était par ressentiment de voir que l'indépendance du pays se consommait sans leur assistance.

Santa-Anna, dont la conduite indiquera l'étrangeté de son caractère, importunait, verbalement et par écrit, l'empereur pour le décider à dissoudre le congrès, s'offrant lui-même d'expulser les députés de leur salle, à la pointe des baïonnettes. D'autres personnages plus graves et moins violents suppliaient également Augustin I[er] d'user de l'article 170 de la constitution, qui l'autorisait à poursuivre les personnes impliquées dans des conspirations, de sorte que, le 26 août 1822, il prit la détermination de faire arrêter les coupables, sans toutefois dissoudre le congrès.

Le congrès s'émut à cette mesure et demanda d'une manière impérieuse que les députés lui fussent remis, et qu'on l'informât des causes de leur détention, afin qu'ils pussent être jugés par le tribunal des cortès. Iturbide, ne pouvant consentir à ce que les députés fussent

renvoyés à ce tribunal, parce qu'il se composait de membres du congrès soupçonnés d'être impliqués dans la conspiration, rejeta la demande du congrès jusqu'à ce que l'instruction fût terminée et qu'il fût statué par quel tribunal les inculpés seraient jugés. De là s'ensuivirent de part et d'autre des contestations qui durèrent jusqu'au 30 octobre.

A cette époque le mécontentement du peuple contre ses représentants arrivait à l'exaspération, et les provinces refusaient de payer les émoluments de leurs délégués. La représentation nationale s'était déjà laissée tomber dans le mépris par son apathie à l'égard de ce qui concernait le bien public et par son penchant à déprécier le plan d'Iguala. L'anarchie étant sur le point de replonger le Mexique dans d'incalculables malheurs, Iturbide dépêcha, le 30 octobre, le brigadier général, Cortazar, au président du congrès, pour lui notifier que ce corps avait cessé d'exister, et sans violence aucune l'assemblée fut dissoute à midi, et l'empereur fut de nouveau proclamé le libé-

rateur de l'Anahuac et le père du peuple. Le même jour il organisa une *junte instituante*, composée de membres du congrès, choisis parmi toutes les provinces, au nombre de quarante-cinq et de huit suppléants. Cette assemblée devait se borner à former une nouvelle *convocatoria* et à n'exercer des fonctions législatives qu'en cas d'urgence. Cette mesure reçut l'approbation générale.

A la suite de ce petit coup d'État, l'empire redevint tranquille, et le gouvernement, activement occupé à consolider la prospérité publique, cherchait en même temps à s'emparer du fort de Saint-Jean d'Ulloa, qui restait encore entre les mains des Espagnols et commandait la ville de Vera-Cruz. Santa-Anna commandait alors la place de Vera-Cruz et même toute la province, sous les ordres d'Etchevarri, qui en était capitaine général. Tous deux avaient des instructions particulières relativement à la prise de Saint-Jean d'Ulloa. Quelque jalousie s'éleva entre ces deux chefs au sujet de leur autorité respective, et l'ai-

greur et l'animosité furent bientôt portées à un tel point, que Santa-Anna tenta de faire assassiner Etchevarri au milieu d'une sortie que firent les Espagnols; il avait même si bien pris ses mesures qu'Etchevarri déclara n'avoir dû la vie qu'à la bravoure d'une douzaine de soldats qui le défendirent. Cette circonstance et des plaintes réitérées contre Santa-Anna par l'ex-capitaine général, la députation provinciale, le consulat et d'autres personnes civiles et militaires obligèrent l'empereur à lui retirer son commandement. Néanmoins, l'estimant à cause de son courage et espérant le corriger de sa conduite arrogante et de ses actes arbitraires, qui l'avaient rendu impossible à Vera-Cruz, il le confirma dans son grade de lieutenant-colonel que le dernier vice-roi lui avait accordé par erreur; il lui accorda la croix de l'ordre de la Guadalupe, lui donna le commandement d'un des meilleurs régiments de l'armée, ainsi que le gouvernement d'une place très-importante, et le fit ensuite second chef de la province et brigadier général.

Tant de bienfaits furent insuffisants pour calmer les passions volcaniques de cet homme ambitieux et surtout remuant. Il revint à Vera-Cruz, où la perte de son commandement n'était pas encore connue, il proclama la république, flatta les officiers de l'espoir d'obtenir de l'avancement, abusa la garnison par des promesses, prit par surprise les habitants les plus respectables, intimida les villes voisines d'Alvarado et d'Antigua, ainsi que les hommes de couleur des cantons adjacents. Il attaqua Talapa, mais il y fut défait et dut se renfermer dans la forteresse de Vera-Cruz, défendue par deux cents mulâtres sous le commàndement de Guadalupe-Victoria. Quoiqu'Etchevarri eût reçu de l'empereur les preuves de la plus grande amitié et qu'il eût l'ordre d'attaquer Santa-Anna, il mit tant de lenteur et de mollesse dans le siége, qu'il dura jusqu'au 2 février, époque où la convention de Casa-Mata fut conclue ; en conséquence de quoi, les assiégés et les assiégeants s'unirent pour le rétablissement du congrès. Etchevarri était Espa-

gnol et capitaine dans un régiment d'un des plus mauvais districts de la vice-royauté. Iturbide en un peu plus d'une année l'éleva au rang de maréchal de camp, chevalier de l'ordre de la Guadalupe, il en fit un de ses aides de camp, capitaine général des provinces de Puebla, Vera-Cruz et Sajaca, et le destinait à former un des anneaux de la chaîne fraternelle qu'il voulait établir entre les Espagnols et les Mexicains.

Dès qu'Iturbide eut lieu de soupçonner la fidélité d'Etchevarri, il aurait dû prendre le commandement de l'armée, afin de ne pas exposer le gouvernement à devenir à la merci de quelques brouillons ambitieux; mais il commit la faute irréparable d'avoir trop de confiance dans ceux qu'il avait comblés de faveur; car les vertus civiles sont toujours rares dans un pays démoralisé par trois siècles d'oppression et de despotisme. Aussi sa confiance lui coûta cher. Etchevarri entra en correspondance avec le gouverneur du château; il oublia son ressentiment contre Santa-Anna, se rallia à son opi-

nion et capitula avec lui, lorsqu'il avait des forces considérablement supérieures à celles du chef insurgé. Le 1er février 1823, les chefs des deux troupes firent une convention au quartier général de la Casa-Mata, sous prétexte de réunir le congrès, mais en réalité pour renverser l'empire. Ils se réunirent et tombèrent comme un torrent sur les provinces de Vera-Cruz et de Puebla. Vivanco, qui commandait par intérim les provinces de Puebla, se réunit aux rebelles.

Iturbide alla prendre position entre Mexico et le corps d'armée des insurgés, dans le dessein de les réduire à l'obéissance sans recourir à la force. La junte instituante ayant, dès le 8 décembre, rédigé la *convocatoria* pour un nouveau congrès, il était évident que l'empereur n'avait nullement l'envie de s'arroger le pouvoir législatif. Les commissaires qu'il envoya aux rebelles fixèrent avec eux des limites aux troupes des deux côtés et stipulèrent qu'elles resteraient dans leurs lignes respectives jusqu'à ce que la représentation nationale

pût s'assembler et décider la question pendante entre les partis, qui se soumettaient à sa décision. Mais les rebelles envoyèrent des émissaires dans les provinces pour les engager à tenir pour l'acte de Casa-Mata, et plusieurs députations provinciales y adhérèrent, tout en manifestant la résolution de respecter la personne de l'empereur, qui n'avait jamais reçu un réal des revenus assignés par la première junte provisoire à ses fonctions, et qui, depuis son élévation au trône, recevait à peine du million et demi de piastres allouées à la couronne par le congrès de quoi subvenir strictement à sa subsistance.

Les événements de Casa-Mata unirent les partis républicain et bourbonien; l'opposition devint ainsi considérable parmi les gens d'action, et l'empereur, dégoûté de tant d'ingratitude et craignant d'être la cause de nouveaux malheurs, rappela le congrès pour laisser en partant une autorité reconnue, puis il abdiqua la couronne, et demanda la permission de s'exiler de son pays na-

tal. Le jour fixé pour son départ de Mexico, le peuple voulut l'empêcher de partir, et quand Vivanco harangua les troupes, elles répondirent par le cri de Vive Augustin Ier! L'année suivante, Iturbide, influencé par les Mexicains qui lui envoyaient dans sa retraite de Livourne de pressantes sollicitations pour revenir au Mexique, alors gouverné par des chefs sans capacité politique, sans influence personnelle et n'ayant pas la confiance du peuple; sachant, d'un autre côté, que Ferdinand VII avait l'intention de faire une nouvelle tentative pour replacer sous le joug de l'Espagne au moins une portion de ses anciennes colonies, Iturbide se décida à partir et s'embarqua à Cowes, le 11 mai, jour anniversaire de son départ du Mexique. Arrivé à Soto-la-Marina le 14 juillet, il fut pris et fusillé.

V

SANTA-ANNA ET LES GOUVERNEMENTS MEXICAINS JUSQU'A JUAREZ. — ALMONTE.

Après le départ d'Iturbide pour l'exil, le gouvernement demeura provisoirement entre les mains des généraux Bravo, Victoria et Negrete. Le 4 octobre 1824, la représentation nationale, après une session de quatorze mois, proclama la constitution qu'elle venait de terminer et par laquelle les seize États de l'empire étaient unis dans une république fédérale. Le 1er janvier 1825, le premier congrès, sous cette constitution, s'assembla dans la ville de Mexico et installa le général Guadalupe-Victoria comme

président de la république. Pendant l'administration de ce général, le mécontentement des esprits ambitieux ou non satisfaits se traduisit par plusieurs *pronunciamientos* ou déclarations (secondées par les troupes) ayant pour objet le renversement du pouvoir exécutif ou des modifications dans le gouvernement. Le premier de ces *pronunciamientos* fut commandé par Bobato et Staboli, qui voulaient que tout Espagnol fût éloigné des fonctions publiques. Le second fut dirigé contre le système fédéral par le père Arenas, qui demandait la centralisation. Un troisième à Tulacingo et connu sous le nom de Plan de Montanayo, également soulevé contre le système fédéral, fut anéanti par le général Guerrero.

Dans les commencements, l'administration de Victoria jouissait d'un certain degré de popularité, à cause du caractère honorable du président; mais vers la fin il se forma deux grandes et puissantes associations maçonniques sous le nom d'*Escossaises* et de *Yorkinos*, qui jetèrent le trouble dans le pays en voulant do-

miner dans les affaires publiques. Les *Écossais* voulaient un pouvoir politique ayant une force centrale; peut-être même désiraient-ils l'ancienne administration royale. Les *Yorkinos*, au contraire, combattaient toute ingérence étrangère dans les affaires du pays, toute tendance monarchique, et ne comprenaient que la république fédérale. En décembre 1827, le général Bravo dénonça le président, comme attaché aux *Yorkinos*, et prit les armes contre le gouvernement; mais il fut défait et banni du territoire mexicain.

Aux élections suivantes, Gomez Pedraza, candidat des *Écossais*, obtint la présidence par une majorité de *deux* voix, sur son compétiteur Guerrero. A peine Pedraza fut-il élu, que des symptômes de discorde se manifestèrent parmi les libéraux. Les *Yorkinos*, battus par une si petite majorité, ne voulurent pas se soumettre au gouvernement, et le nouveau président n'était pas encore assis sur son siége, pour ainsi dire, que Santa-Anna fit son apparition sur la scène politique, et prétextant que l'élection de

Pedraza avait eu lieu par fraude, il se *prononça* contre lui, à la tête d'une troupe peu nombreuse, mais déterminée. Grâce à d'habiles manœuvres, ce mouvement devint bientôt populaire, car on eut soin de faire adroitement vibrer les préjugés des créoles contre les Espagnols et leurs partisans aristocratiques, de sorte qu'il s'ensuivit, le 4 décembre 1828, une émeute appelée *pronunciamiento de l'accordada*, en faveur de Guerrero. La ville de Mexico fut livrée au pillage; les Espagnols, sans défense, souffrirent du ressentiment d'une populace en furie toutes sortes d'horreurs, et Pedraza, abandonnant le ministère de la guerre à Santa-Anna, se sauva aux États-Unis. Le 1er janvier 1829, le congrès déclara que Guerrero avait été légalement élu président : le général Bustamente fut nommé vice-président, et le gouvernement continua de marcher une fois de plus sous le régime de l'ancienne constitution.

La facilité avec laquelle l'autorité suprême pouvait être établie ou détruite par l'audace d'un chef entreprenant venait d'être malheu-

reusement démontrée pour la tranquillité future du pays, et les esprits ambitieux et remuants ne tardèrent pas à profiter de cette terrible leçon. Au moment où Guerrero s'installait sur le siége de la présidence, le vice-président Bustamente réunit l'armée à Jalapa et se *prononça* dans cette ville. Santa-Anna, d'abord, s'opposa faiblement à cette insurrection et finit par se joindre à Bustamente. Guerrero renversé du pouvoir se sauva, et Bustamente se mit à la place du vaincu. C'est sous l'administration du général Bustamente que commencèrent les actes arbitraires commis envers les étrangers et qui nécessitèrent depuis différentes réclamations de la part des gouvernements européens : c'est également sous cette même administration que la puissance espagnole fut entièrement détruite au Mexique par la courte et glorieuse campagne de Santa-Anna contre l'armée du général espagnol Barradas et sa victoire du 11 septembre 1830 à Tampico. L'infortuné Guerrero, fait prisonnier à cette époque, fut fusillé pour crime de *trahison !*

La paix prévalut ensuite jusqu'en 1832, quand Santa-Anna se *prononça* soudainement contre les ministres, et peu de temps après contre le président lui-même. Une bataille s'ensuivit; les insurgés furent défaits à Tolomi; Santa-Anna se retira à Vera-Cruz; il y fortifia son pouvoir, se déclara en faveur de Pedraza, qu'il avait chassé du Mexique deux ans auparavant; il fit une convention avec Bustamente à Zavaleta, en décembre 1832; il dépêcha un navire pour ramener Pedraza et l'envoya à Mexico terminer le temps de sa présidence. Le premier acte du président réintégré fut de complimenter ses amis et ses ennemis, et le dernier, d'user de son influence pour contrôler les élections de la présidence en faveur de cet adroit Warwick, qui fut élevé au suprême pouvoir le 18 mai 1833.

Santa-Anna, devenu président de la république, n'était pas à l'abri des dangers sous lesquels ses prédécesseurs avaient succombé. Il avait donné l'exemple de ce que peuvent faire le mécontentement et l'audace, et, malgré sa vi-

gueur qui le faisait craindre, il y eut pendant la première année de son administration un *pronunciamiento* fait par Esculada à Morelia. A cette époque, l'armée proclama à Cuautla Santa-Anna dictateur; mais il refusa cet honneur, marcha contre les insurgés et détruisit l'insurrection à Guanajuato. En 1835, il y eut un autre *pronunciamiento* contre le gouvernement à Zacatecas; le général Garcia, qui le dirigeait, fut défait par les troupes républicaines, et, quelques jours après leur victoire, il y en eut encore un autre connu sous le nom de Plan de Toluca, qu'on croit avoir été favorisé par le président lui-même. Quoi qu'il en soit, ce plan donna un coup fatal au système fédéral. Il abolit la constitution de 1824 et les législatures provinciales ; il changea les États en départements, sous le contrôle de commandants militaires et gouverneurs responsables seulement auprès des autorités supérieures de la nation, et réunit le pouvoir dans un gouvernement central. Ce coup d'État, plus ou moins forcé, fut le dernier grand acte du président à Mexico;

et ses principes formèrent la base de la constitution centrale, adoptée en 1836 à la place de la constitution fédérale de 1824.

Du temps que ces événements se passaient sur le plateau de l'Anahuac, le Texas était en pleine révolte, non plus pour demander sa séparation d'avec l'État de Cohahuila, mais bien pour déclarer son indépendance du Mexique. La dernière révolution opérée par Santa-Anna fournit aux Texiens une belle occasion de prendre les armes pour résister à la république centrale. Après plusieurs combats glorieux, les Texiens prirent San-Antonio de Bexar, et Santa-Anna se vit obligé d'aller en personne reconquérir la province rebelle. Il se mit à la tête de 6 ou 8,000 hommes de ses meilleures troupes, envahit le Texas et vint perdre, le 21 avril 1836, la bataille de San-Jacinto et sa liberté. L'indépendance du Texas fut le prix de cette victoire mémorable et de la liberté du général mexicain.

Lorsque Santa-Anna partit de la capitale pour cette déplorable expédition, il avait laissé

l'administration du pays dans les mains du général Barrigan, qui mourut peu de temps après, et le pouvoir fut ensuite exercé par Coro jusqu'au retour de Bustamente, qui s'était réfugié en France et dont les amis profitaient des désastres et de l'impopularité de Santa-Anna pour le faire réélire. Aussitôt que Bustamente fut replacé sur le fauteuil de la présidence, on vit des émeutes s'élever de nouveau en faveur de la fédération; mais toutes furent étouffées par Pedraza et Rodriguez. La seule qui brilla par ses exploits fut celle du général Mexia en 1838. Il avançait rapidement vers la capitale avec une bande de courageux patriotes, lorsqu'il rencontra subitement, dans le voisinage de Puebla, Valencia et Santa-Anna. Ce dernier sortit de sa retraite pour regagner par les armes la popularité qu'elles lui avaient fait perdre; il battit Mexia, le fit prisonnier et ne voulut lui accorder que peu d'instants pour mourir avec les secours de la religion. « Vous avez raison, répondit Mexia à Santa-Anna quand il lui refusa le temps de mettre ordre à

ses affaires, si j'avais été vainqueur, je ne vous aurais pas accordé la moitié du temps que vous me donnez pour prier Dieu. »

Grâce au désordre qui régnait à la suite de tous ces changements et de toutes ces émeutes, la sécurité n'existait plus pour personne, et surtout pour les négociants étrangers plus ou moins riches. La France ayant demandé compte au Mexique de plusieurs assassinats suivis de pillage, et le gouvernement républicain ne s'étant même pas donné la peine d'en rechercher les auteurs, les négociations entamées à ce sujet échouèrent, et l'amiral Baudin fut envoyé pour bombarder le fort de Saint-Jean d'Ulloa, réputé imprenable et défendu par 1,100 hommes et 200 bouches à feu. Le 27 novembre 1838, l'amiral français vint s'embosser en face de la forteresse, fit commencer le feu à deux heures de l'après-midi, et le fort capitula vers les huit heures du soir. Bustamente, furieux contre les Français de cette déclaration de guerre, chassa dans un seul jour de Mexico 2,000 familles françaises, qui

durent venir s'embarquer à Vera-Cruz, sans protection aucune contre les bandes armées qui infestaient le pays. Santa-Anna, d'un autre côté, voulant réparer la gloire de sa réputation militaire flétrie par la défaite de San-Jacinto, prit le commandement des troupes mexicaines et reçut pendant le siége de Vera-Cruz une blessure qui nécessita l'amputation d'une jambe; mais la perte de cette jambe lui fit reconquérir l'autorité qu'il avait perdue en 1836. Quant à nous, malgré un traité anodin qui suivit la prise de Vera-Cruz et la reddition du fort de Saint-Jean d'Ulloa, nous ne recueillîmes de cette expédition que l'honneur d'avoir vaincu et les beaux bulletins de l'amiral Baudin.

Quoique Santa-Anna revenait sur l'eau, dans l'estime publique, il ne jugea pas le moment favorable pour reparaître de sitôt sur la scène politique; il demeura tranquille pendant tout le temps que dura le *pronunciamiento* des fédéraux à Mexico, le 15 juillet 1840, sous Urrea, qui fit prisonnier Bustamente. Ce mou-

vement fut supprimé par Valencia; mais, en 1841, les choses n'étaient plus les mêmes. Une grande insurrection, annoncée par le *pronunciamiento* de Parédès à Guadalaxara, fut bientôt renforcée par Valencia et Lombardini dans la capitale, et Santa-Anna à Vera-Cruz. Les insurgés bombardèrent Mexico; Bustamente tomba de nouveau; Santa-Anna reçut les pouvoirs de dictateur, et l'on substitua le plan de Tacubaya à la constitution. Après deux essais infructueux pour former un système qui s'accordât avec les désirs du pays et ceux de l'administration, Santa-Anna dissout le congrès et créa une junte de notables pour proposer une nouvelle constitution. Le résultat des délibérations de ce corps fut les BASES DE L'ORGANISATION POLITIQUE DE LA RÉPUBLIQUE MEXICAINE, proclamées le 13 juin 1843.

Dans ce document, il est déclaré que le Mexique adopte la forme du système populaire représentatif pour son gouvernement; que le territoire sera divisé en départements; que le pouvoir politique réside dans la nation; que

la religion catholique est la seule professée et la seule protégée, à l'exclusion de toutes les autres; que l'esclavage n'est pas permis; que personne ne sera poursuivi pour ses opinions ni soumis à d'autres impôts que ceux imposés par les lois... Le pouvoir législatif, défini dans le quatrième article, doit résider dans un congrès, divisé en chambre des députés, sénat, et en un troisième corps appelé députation permanente, formé de quatre sénateurs et de cinq députés, et dont l'office est de convoquer des sessions extraordinaires du congrès toutes les fois que le gouvernement le jugerait à propos, ainsi qu'à recevoir les certificats de l'élection du président, des sénateurs, etc. Le pouvoir exécutif était confié à un président, élu pour cinq ans...

Ce remarquable monument, dont nous ne citons que quelques extraits, fut l'œuvre capitale de Santa-Anna, en ce qu'il constituait la centralisation, vers laquelle il avait toujours tendu; d'un autre côté, le gouvernement devenait ainsi une machine politique

tellement compliquée, qu'elle laissait mille portes ouvertes à la corruption et à l'arbitraire ; de sorte que les petites ambitions et la cupidité privée devaient s'y trouver à l'aise. Néanmoins, comme il suffisait d'attaquer un rouage pour arrêter tout le mouvement et que le patriotisme des gouvernants et des gouvernés n'était que de l'égoïsme personnel, le gouvernement n'avait aucune chance de durée. L'ordre n'est possible qu'avec la moralité qui le respecte ou la force qui le sanctionne, et le pouvoir exécutif n'a pas de force au Mexique, car malgré son contrôle sur l'armée, cette armée, mal organisée et mal payée, ou pas payée du tout, devait toujours prêter son concours au premier général venu qui lui promettait piastres ou pillage.

Après un certain temps de calme relatif, Santa-Anna, froissé dans son amour-propre de général par la bataille de San-Jacinto, se crut assez fort pour faire rentrer le Texas dans le domaine de la république mexicaine ; mais comme les Etats-Unis rêvent et poursuivaient la conquête du nouveau monde, ils intervin-

rent dans la querelle, et quoique les Mexicains se défendirent de leur mieux, ils ne purent empêcher le général Taylor d'aller camper à Monterey avec ses volontaires, et le général Scott avec ses 10,000 hommes de troupes régulières de planter la bannière étoilée sur la place de Mexico. Les Américains, qui préfèrent la politique utile et positive de l'Angleterre à la politique naïvement chevaleresque de la France, ne se contentèrent pas de bulletins glorieux pour quitter le Mexique ; de par le droit moderne (et même ancien) de la force, ils ne prirent environ que cent dix mille lieues carrées de terrains, dont ceux du Nouveau-Mexique et de la Californie sont justement célèbres par leur richesse minérale fabuleuse. Le traité de Guadalupe-Hidalgo, signé en 1848, rendit la paix à ce pauvre Mexique ; mais Santa-Anna dut céder sa place au général Parédès, ce qu'il fit de si mauvaise grâce, qu'il revint au pouvoir une troisième fois, puis retomba de nouveau. En 1853, cet enfant terrible, cet incorrigible général-président-législateur, remonta pour la

quatrième représentation sur le fauteuil de la présidence : cette fois il se fit nommer président à vie et décerner le titre d'Altesse Sérénissime, et rétablit l'ordre de la Guadalupe. Investi par le suffrage plus ou moins universel d'une dictature réelle, il semblait que la tranquillité pourrait enfin renaître; mais la soif des *pronunciamientos* n'était pas apaisée, et lorsque la révolte d'Alvarès éclata en 1856, Santa-Anna se vit obligé d'abdiquer après des efforts impuissants pour retenir un pouvoir désormais impossible à constituer au milieu du débordement des passions et des ambitions personnelles.

Le départ de Santa-Anna fut le signal d'un bouleversement complet; l'anarchie et le désordre devinrent à l'ordre du jour et passèrent à l'état normal. Alvarès pilla la capitale, y installa son lieutenant Comonfort et s'en alla s'établir dans le sud. Comonfort s'empara du pouvoir à son tour, continua le système des répressions implacables et fit main basse sur les trésors de l'Église. Cette mesure, dans un

pays religieux à sa manière, où le clergé est si puissant, souleva de violentes tempêtes contre son auteur. Alors se formèrent le parti des *libéraux*, représenté par Juarez, et celui des *conservateurs*, dirigé par une foule de généraux et d'ambitieux, parmi lesquels se distinguent Marquez et Miramon. Comonfort crut affermir sa puissance en se faisant nommer dictateur; mais, n'étant pas de taille à tenir tête au mécontentement, il fut renversé et remplacé par Zulaoga. Dès lors la confusion devint extrême. Les troupes de Zulaoga, d'Osollo, de Parodi, de Miramon, de Carvajal et de Marquez parcouraient les campagnes en se battant le moins possible et pillant le plus qu'elles pouvaient. Miramon gagna la partie, puis la perdit contre Juarez...

Mais assez comme cela; la plume nous tombe des mains en esquissant l'ignoble, longue et monotone série de ces bouleversements suscités par le sot intérêt et l'amour-propre de quelques individus qui ensanglantèrent le sol mexicain depuis Hidalgo jusqu'à Juarez, et n'avaient

pas pour excuse le patriotisme d'un Morelos ou d'un Iturbide.

Si le général Almonte a la prétention de faire plus, mieux, et de réussir dans la tâche impossible que ces nobles victimes s'étaient imposée, il faut qu'il ait une fière opinion de ses capacités et qu'il ait bien vite oublié l'état des esprits remuants de son pays et l'état moral et civil de sa patrie. Le général Almonte est accepté et reconnu comme le fils de Morelos ; mais, malgré le prestige qui, peut-être, s'attache à ce nom, cette origine ne lui facilitera pas les marches du pouvoir ; en retournant au Mexique il ne fera qu'empirer le mal, en jetant un prétendant de plus parmi tous ces hommes qui se croient capables de gouverner un empire parce qu'ils portent l'épée au côté ou la toque sur la tête. La conduite du général Almonte à la bataille de San-Jacinto et lors du massacre de l'Alamo dénote un noble caractère, et sa courte carrière administrative témoigne d'une honnêteté peu commune chez les hauts fonctionnaires de la république, car

lorsqu'il quitta le ministère de la guerre sous l'administration de Bustamente, il était si pauvre, qu'il dut, pour vivre, faire des *lectures populaires*, jusqu'à ce qu'il fut envoyé aux États-Unis pour représenter le Mexique ; mais quant à sa popularité politique, elle est tout à fait imaginaire, et nous avons commis une faute grave de le laisser suivre notre drapeau.

VI

LE MEXIQUE ACTUEL. — LES POPULATIONS. — LE CLERGÉ. L'ARMÉE.

Maintenant, disons quelques mots sur les Mexicains, avant de parler des moyens d'établir chez eux l'ordre politique, la dignité nationale et la prospérité publique. L'histoire de l'indépendance et de la république mexicaine nous a fait connaître dans quel affaissement moral la domination espagnole avait plongé ceux qui voulurent élever l'édifice chancelant d'une indépendance bâtarde, exploitée depuis plus d'un quart de siècle par des hommes incapables, n'ayant absolument pour eux que

la violence de leur caractère, de leurs passions, et l'indifférence, l'apathie de la nation. En donnant de brefs détails sur la population et les classes influentes de la société, nous nous rendrons un compte plus exact des éléments de décomposition qui empêchent le Mexique de développer ses ressources territoriales et de prendre son rang parmi les grandes nations du globe, et nous apprécierons mieux le terrain sur lequel notre intervention armée doit opérer, au nom de l'humanité, tout un travail de régénération sociale et d'organisation politique.

Quoique, en réalité, la population mexicaine soit de plus de 8,283,000 habitants, pour faire un chiffre rond nous n'en compterons que 8,000,000, répartis de la manière suivante :

Indiens	4,500,000
Métis et autres mélanges	2,494,000
Blancs	1,000,000
Nègres	6,000
Total . .	8,000,000

Les Indiens se divisent en *Indianos manzos* ou doux, qui cultivent la terre, vendent des légumes et des fruits, et se livrent à de petites industries. Les *Indianos bravos* ou méchants, tels que les Apaches, les Comanches, etc., demeurent dans les déserts, surtout au nord, et sont hostiles aux blancs. On peut voir, dans notre dernier ouvrage, des détails sur ces tribus [1]. Ces Indiens sont tout à fait nuls en politique, et sous le point de vue militaire on s'en sert rarement pour combattre les blancs. Pourtant, en 1851, le général Avalos en fit venir à Matamoros deux ou trois cents qui tuèrent plusieurs personnes sur le Rio-Grande.

Les nègres, les métis et tous les *rancheros* adonnés à l'agriculture, ainsi que les colons d'origine basque, catalane ou navarraise, sont bons, intelligents, hospitaliers et polis; leurs principales passions sont : les chevaux, le jeu, la danse, les femmes et le tabac. En politique,

1. *Voyage pittoresque dans les Déserts du nouveau monde*, 1 vol. grand in-8° avec 40 gravures. Paris, Morizot, 5, rue Pavée-Saint-André-des-Arts.

ces populations sont presque aussi nulles que les Indiens, car elles ne s'occupent que de leurs fermes et de leurs plaisirs. Lors de la guerre de 1846-1841, non-seulement cette classe de Mexicains montra la plus complète indifférence pour les événements qui se passaient sous leurs yeux, mais elle préférait encore vendre ses denrées aux Américains plutôt que de les voir profiter gratuitement à ses compatriotes.

Quant à la population blanche urbaine, la seule avec laquelle il faille compter, elle possède d'excellentes qualités naturelles accouplées à des vices inoculés par une position sociale complexe. Elle déteste l'innovation qui la dérange de son apathie et se complaît dans le *statu quo*, qui lui permet de vivre dans une perfide insouciance, qu'elle finit toujours par payer cher. Les Mexicains de cette catégorie se méfient de l'étranger et lui sont peu sympathiques; pourtant ce sentiment ne va jusqu'à l'antipathie et la répulsion que lorsqu'au titre d'étranger se joignent des différences de

religion, d'intérêt et de caractère : la race saxonne, par exemple, se fait difficilement aimer des Mexicains. Néanmoins, lorsqu'un étranger laisse de côté ses préjugés nationaux, ses airs de supériorité, et serre franchement la main d'un Mexicain, il trouve dans celui-ci de l'intelligence, de la politesse, de l'hospitalité et même de l'affection. Les personnes de la haute société sont universellement nobles de caractère, dignes et généreuses; elles comprennent parfaitement les vices de leur mauvaise organisation sociale et de leur condition politique, mais elles sont fières, susceptibles, et n'aiment pas qu'on les traite rudement, car alors elles se vengent de cette maladroite arrogance par une réserve assez fine, qui tient du dédain. Le peuple mexicain, pris en masse, quoique doux et faible, est sensible, presque orgueilleux, et brave jusqu'à un certain point; on le gagne facilement par les bons procédés, et s'il se méfie des étrangers, c'est qu'il est habitué à les considérer comme enviant leurs richesses, leur territoire, ou désirant rétablir

l'ancien système despotique dont les conséquences se font encore cruellement sentir dans leur patrie.

Disons, en passant, quelques mots sur le clergé, dont l'influence est considérable au Mexique, et qu'il faudra nécessairement se concilier pour ne point s'aliéner l'opinion publique. On sait que l'Espagne avait toujours favorisé l'augmentation des biens ecclésiastiques dans ses colonies. L'institution des majorats forçait les cadets de famille à se faire prêtres, religieux ou soldats, et l'on aimait naturellement assurer à ces cadets des établissements magnifiques. Aussi tous les bénéfices canoniques et les emplois faciles et largement rétribués devinrent le partage des Espagnols, de sorte que la plupart des hauts dignitaires de l'Église mexicaine étaient des fils de famille ou de grande distinction. Avant la guerre de l'indépendance, le chiffre des revenus de la dîme se montait, dit-on, à plus de 10 millions de francs, et le capital du trésor ecclésiastique à 252 millions; mais, quoique le capital fût

réellement énorme pour le nombre restreint de personnes qui en profitaient (huit mille tout au plus), nous croyons que, dans ce chiffre, on a compté l'or, l'argent et les pierres précieuses, d'une richesse immense, qui décorent les églises et les statues. Du reste, cette évaluation nous paraît d'autant plus arbitraire, que, de toutes les branches de l'administration, aucune n'est aussi embrouillée que la question ecclésiastique, qui ressort du ministère d'instruction et de justice. Le fait est qu'il est impossible de comprendre comment l'administration peut conduire aussi longtemps les affaires publiques sans un système de statistique régulière. Les ministres présentent quelquefois au congrès des rapports sur leurs différents départements, mais ces rapports sont très-courts, dépourvus de détails, et jettent, par la généralisation des matières, le vague et l'incertitude sur le sujet qu'ils traitent, plutôt qu'ils ne montrent les intérêts, les besoins et les ressources de la république.

Depuis l'abolition des droits de la primogé-

niture, le sacerdoce mexicain a perdu de son influence dans les hautes classes de la société; mais en se renouvelant il est devenu démocratique et patriote, car le prolétariat fournit le plus fort contingent du clergé actuel, et sa puissance sur les masses est encore considérable. Pendant que ce changement s'opérait dans l'esprit de la population blanche, nous devons en constater un autre bien plus prononcé à l'égard de l'armée, tombée maintenant dans une déconsidération très-marquée, non-seulement à cause de sa mauvaise organisation, mais surtout à cause du rôle détestable qu'elle joue depuis l'Indépendance. Je crois que ces deux corps sont secrètement hostiles à l'aristocratie financière, la seule qui ait survécu à la royauté; néanmoins ils ne fraternisent guère ensemble. Le seul esprit démocratique réel et profond existe dans les individus sans fortune et sans propriété immobilière, qui ne craignent pas d'être dépouillés par les révolutions des biens qu'ils n'ont pas.

On a beaucoup exagéré l'ignorance et l'indignité du clergé mexicain; je ne sais pas au juste ce qu'il était autrefois, mais aujourd'hui, quoique sous le double point de vue chrétien et français il laisse encore à désirer et qu'il ne réponde pas entièrement à la gravité de sa mission, la grande majorité est bonne, instruite de ses devoirs et vertueuse. Sur une étendue de 200 milles et dans un pays très-sauvage, où les mœurs sont les plus faciles et l'indulgence la plus outrée, je n'ai trouvé que deux prêtres sur douze qui ne répondaient pas à la sainteté de leur ministère. Il est injuste de dire que le clergé mexicain ne cherche qu'à s'enrichir. Quoique beaucoup d'ecclésiastiques soient d'une étonnante naïveté, d'un primitif incroyable et d'une ignorance peu commune dans le sacerdoce, ils sont, en général, charitables et zélés. Le troupeau trouve toujours chez son pasteur bons conseils, sympathie et protection, et les voyageurs sont toujours sûrs de rencontrer chez les curés de campagne une cordiale hospitalité. Les prêtres mexicains ont

sans cesse été les défenseurs des Indiens; sans cesse ils se sont opposés à toute persécution contre ces pauvres parias et se sont toujours constitués les champions des opprimés et des droits méconnus.

Dans ces derniers temps, le gouvernement mexicain, et surtout celui de Juarez, a dépouillé l'Église de ses propriétés, sinon pour remplir les coffres de l'État, du moins pour faire face à des besoins privés. Après les biens de l'Église, Juarez, par le décret de la *nationalisation*, s'est emparé des propriétés appartenant aux hôpitaux, aux écoles nationales et aux autres établissements charitables. Probablement l'école industrielle, l'une des plus belles institutions du pays, ne sera pas épargnée. Aussi la ruine du Mexique sera bientôt complète, si nous n'arrivons pas à temps pour le délivrer de cette impitoyable anarchie.

Puisque nous avons si souvent parlé des généraux mexicains, il est naturel que nous donnions quelques détails sur l'armée. Le Mexicain n'est pas né le moins du monde pour le métier

de la guerre; pourtant il est brave, comme le prouvent suffisamment les guerres de l'indépendance, celles du Texas et celles de 1846-1847 contre les Américains; mais cette bravoure n'est autre chose que l'insouciance du danger et son indifférence de la vie, qui n'est jamais couleur de rose pour le soldat mexicain. Il est aussi mal discipliné que mal commandé, et ses défauts désastreux dans une armée seront toujours terribles par leurs conséquences dans l'armée mexicaine. Les trente années de luttes qu'ils ont soutenues contre les Américains, plus ou moins fréquemment, ont été trente années de défaites; aussi je n'ai pas le moindre doute que les Français iront à Mexico, sans être arrêtés nulle part par un combat sérieux, malgré le temps que nous avons donné aux troupes de Juarez de se fortifier d'Orizaba à la capitale. Le général Scott y est bien allé avec 10,000 hommes seulement, et pourtant il mit trois jours et trois nuits pour prendre Vera-Cruz, que nous prîmes, en 1838, en quelques heures. Le récent échec essuyé par

nos soldats devant Puebla est dû à la confiance aveugle qu'avait le général de Lorencez dans la popularité imaginaire du général Almonte et à l'imprudence qu'il a commise d'attaquer le Cerro de Guadalupe avec une poignée d'hommes fatigués par une étape de neuf lieues, au lieu de les faire reposer pendant la nuit et d'entrer le lendemain à la pointe du jour à Puebla même.

La classe militaire soutenue par le gouvernement suprême de la république se divise en quatre grandes fractions, qui sont :

1° Les soldats sous les armes, en activité de service;

2° Les troupes des généraux, officiers et chefs occupés dans diverses branches du service militaire;

3° Les officiers et soldats retirés avec licence illimitée;

4° Les titulaires, qui reçoivent des pensions militaires.

En conséquence de ce système, l'effectif de l'armée active est toujours moins considérable que ne l'indiquent les statistiques. En 1851, cet

effectif n'était pas de 15,000 hommes. Les nouvelles statistiques le portent à 30 ou 32,000; nous acceptons ce chiffre pour donner une idée de la composition de l'armée, mais nous montrerons bientôt qu'en réalité ce chiffre n'est pas atteint. L'armée régulière se compose d'un état-major général, de 14 généraux de division et de 26 généraux de brigade. L'artillerie comprend 4 brigades et 5 compagnies détachées formant un total de 1,700 hommes. Le génie ne compte que 239 hommes, dont 132 seulement sont simples soldats. L'infanterie se compose de 12 bataillons d'infanterie de ligne et de 11 compagnies d'infanterie légère, formant un total de 15,700 hommes. La cavalerie comprend 12 régiments, plus 2 escadrons de chevau-légers et 35 compagnies de cavalerie légère pour la garde des frontières. Total : 14,200 hommes. Autrefois l'infanterie et la cavalerie se divisaient en active et permanente. Les corps actifs étaient une sorte de milice sujette au service seulement lorsque le gouvernement le demandait. Il est possible

que ce système existe encore aujourd'hui, ce qui diminuerait singulièrement le nombre de l'effectif en activité de service, que l'armée française aurait à combattre, à cause de la division des partis qui se disputent le pouvoir.

Les Mexicains disent facilement que leur armée se compose de 40,000 hommes; mais je suis persuadé qu'à part les *guerillas*, espèce de voleurs de grand chemin, qui pillaient indistinctement, en 1846-1847, les petits convois américains et mexicains, jamais l'armée régulière n'a eu sous les armes plus de 20,000 hommes. Car un grand nombre des hommes inscrits sur les registres n'existe pas; ce sont des noms supposés, frauduleusement insérés dans les listes pour le bénéfice des officiers, qui doivent payer leur solde. Disons en passant que cette paye, qui d'après la loi devrait être régulière, est souvent aussi factice que les rôles.

La cavalerie mexicaine est très-nombreuse relativement à l'infanterie, comme on l'a vu par la statistique ci-dessus. A Palo-Alto, comme à Monterey et dans d'autres rencontres avec

les Américains, elle fit quelques charges brillantes, mais sans succès, car elle est meilleure pour enlever les convois et les petits détachements que pour se battre en rase campagne. Je me rappelle à ce sujet qu'un jour, me trouvant au fort Parédès, lors du siége de Matamoros, le général Carvajal, que je rencontrai déjeunant à cheval avec une boîte de sardines, me pria d'aller dans la ville voir quatre Mexicains blessés mortellement; je partis aussitôt suivant un guide qui devait me conduire dans l'endroit où on les avait cachés; mon guide ayant été tué par un boulet de canon, je ne savais de quel côté me diriger, lorsque je vis tout à coup cent cavaliers de Carvajal qui allaient se battre sur le champ des manœuvres contre les lanciers d'Avalos. Les deux partis se rencontrèrent près du cimetière de la ville, ils s'examinèrent à distance, puis chacun rentra sans coup férir dans son camp, tout fier de ce que l'autre n'avait pas osé l'attaquer. Les Mexicains étant de bons cavaliers, la cavalerie est leur arme favorite et la seule qui peut leur

offrir quelque supériorité dans les combats.

Les soldats de l'armée mexicaine se recrutent dans les *ranchos* (fermes) et dans les montagnes, soit par la force, soit par l'embauchement. Ce sont en général des Indiens *manzos* ou de pauvres métis, qu'on prend comme on peut, avec un *lasso* s'ils résistent, et qu'on emmène dans les casernes où on les habille, leur enseigne la marche en colonne et le maniement des armes. De tels hommes peuvent être courageux, comme ils l'ont prouvé maintes fois, mais ne pourront jamais résister à des soldats européens bien organisés. Si l'opinion qu'on se fait des soldats mexicains ne leur est pas défavorable, il n'en est pas de même de leurs officiers. Ceux-ci, arrivant aux grades supérieurs d'une manière irrégulière, manquent d'éducation militaire et de discipline. Très-fréquemment on voit des hommes sortir de la vie privée ou d'une situation pas guerrière du tout et se trouver subitement à la tête d'un commandement militaire, sans connaître les devoirs d'un officier dans les casernes, dans les

camps, et n'ayant aucune idée de ce courage discipliné qui fait la force des armées. Aussi, lorsque les soldats animés par les circonstances volent aux combats avec tout l'entrain et l'énergie dont ils sont capables, les officiers pour les commander et les diriger leur font souvent défaut.

Les officiers comme les soldats se nourrissent comme ils peuvent et selon leur fantaisie, mais mal, car ils sont mal payés, nous l'avons dit. Aussi l'on comprend que des soldats dans de semblables conditions doivent être une proie facile pour des troupes bien nourries, bien disciplinées et bien organisées. Il me paraît impossible qu'un bon général puisse faire aucune évolution savante avec 5,000 soldats mexicains, et je ne me rappelle pas avoir lu nulle part que ces troupes aient jamais fait en face de l'ennemi quelque chose de ressemblant à une bonne manœuvre. Leurs combats se limitent à des fusillades et des mêlées en masse, terminées par des charges de cavalerie. Les Mexicains se battront avec courage et bravoure

contre des Mexicains; mais en rase campagne, devant des Français, les engagements sérieux seront des boucheries suivies de courses au clocher.

La guerre du Texas nous montre qu'en 1832, sous l'administration de Bustamente, 135 fermiers texiens, commandés par John Austin, s'emparèrent du fort Velasco, défendu par 175 Mexicains, sous les ordres du colonel Ugarticha. En 1835, les colonels Bowie et Fanning, avec 92 Texiens, défirent 450 Mexicains, à la bataille de la Conception. Dans la même année, San-Antonio de Bexar, défendue par 1,400 Mexicains et vingt-deux pièces d'artillerie, se rendit au colonel Milam, qui n'avait avec lui que 219 Texiens et une pièce de six. Quant à la bataille de San-Jacinto qui termina cette guerre, le général Houston n'avait que 783 hommes à opposer aux soldats d'élite du général-président Santa-Anna. Ces chiffres n'ont pas besoin de commentaires.

Jusqu'à présent nous n'avons parlé que de l'armée régulière; avant de terminer ce sujet,

qu'on nous permette quelques extraits de notre *Journal d'un missionnaire au Texas et au Mexique*, pour donner une idée de la formation générale des *pronunciamientos* et de la manière dont s'organisent et se comportent les troupes, dans ces sortes d'insurrections. Quand un général lève l'étendard de la révolte (et les généraux pullulent au Mexique), il s'assure d'abord des troupes qu'il commande (s'il en a), en les payant immédiatement avec l'argent qu'il saisit dans les coffres municipaux, ou bien avec celui qu'il *emprunte* ou prend forcément aux principaux habitants du pays qu'il parcourt. Quelquefois, comme Carvajal en 1851, il enrégimente des volontaires, qui se payent eux-mêmes ou qui sont payés par les négociants et les riches propriétaires des localités qu'on veut délivrer du *joug du gouvernement*. Voici quelle fut l'origine du mouvement de Carvajal; il est instructif sous bien des rapports.

Le commerce de la *manta* ou coton écru est de première importance au Mexique, car les *rancheros* en font une énorme consommation. Le

gouvernement mexicain, pour développer la fabrication de cet article, en avait concédé le monopole, en 1843, à cinquante-cinq négociants, la plupart Anglais et Espagnols. Le nombre de personnes qu'occupait cette industrie s'élevait à 214,509, et, depuis l'établissement du monopole jusqu'en 1850, les fabriques avaient fourni plus de quinze millions de pièces de *manta*. Pour protéger cette branche de l'industrie nationale, le gouvernement avait frappé les tissus étrangers de droits d'entrée si élevés, que ces droits équivalaient à une prohibition. C'eût été un coup mortel pour le commerce des frontières américaines, si la contrebande n'avait pris des proportions colossales dans toute la vallée de Rio Grande, insuffisamment gardée par quelques douzaines de douaniers. Cependant les négociants de Brownsville et ceux de Matamoros souffraient également de cet état de choses, parce que le commerce de transit, se faisant par contrebande, s'étendait le long du fleuve au lieu de se concentrer dans ces deux villes. Alors ils se concertèrent pour

provoquer une insurrection contre le monopole, et chargèrent Carvajal de révolutionner les États de Cohahuila, de Tamaulipas et de Nuevo Léon.

Carvajal est un Mexicain courageux, entreprenant, bon soldat, je crois, et mauvais capitaine. Durant la guerre entre le Mexique et les États-Unis, son rôle avait été équivoque. Depuis quelque temps, il nourrissait le projet de soulever les États mexicains des frontières septentrionales et d'en faire, à son profit, une république indépendante, qui eût pris le nom de *République de la Sierra-Madre*. Le général Avalos, qui commandait les forces mexicaines de ces régions, eut vent de ce qui se préparait, et il envoya des lanciers pour arrêter Carvajal, qui se trouvait en ce moment à Camargo. Comme j'avais rencontré sur ma route les lanciers, on a dit que j'avais averti Carvajal qu'on allait l'arrêter; mais c'est faux, car je venais de Camargo et je ne vis les cavaliers d'Avalos qu'après avoir dépassé Reynosa, de sorte que le temps matériel m'aurait manqué pour

que mon estaffette arrivât avant les lanciers. Carvajal s'échappa et se rendit à Rio-Grande-City, d'où il s'entendit secrètement avec les négociants de Brownsville et de Matamoros pour avoir de l'argent et des munitions. Ayant promis vingt-cinq piastres par mois à quiconque s'enrôlerait, il eut bientôt sous ses ordres une foule d'aventuriers américains qui avaient guerroyé en 1846-1847, et qu'attiraient l'espoir du pillage et l'amour de l'inconnu; cent ou deux cents Mexicains mécontents se joignirent à cette troupe, et Carvajal marcha sur Camargo, qui, faute de soldats, fut prise sans résistance. Il perdit dans cette ville un temps précieux, attendant sans doute l'accomplissement des promesses des négociants de Brownsville et de Matamoros.

Mais ceux-ci changeaient de système : craignant peut-être de fâcheuses conséquences si Carvajal était vainqueur, ils invitèrent Avalos à déjeuner, lui démontrèrent que ses troupes étant trop peu nombreuses pour défendre Matamoros avec chance de succès, il fallait immé-

diatement mettre la garde nationale sur pied et se procurer de l'argent et des fusils. Les négociants, peu disposés à des contributions personnelles, conseillèrent au général de permettre l'entrée de la cotonnade américaine, en la grevant seulement d'un droit léger, dont une partie serait consacrée à l'armement des défenseurs, et l'autre irait remplir les poches d'Avalos lui-même. Cette perspective sourit au général, qui décréta d'urgence la mesure proposée, en dépit de l'opposition du directeur des douanes. On amusait en même temps Carvajal par des promesses, et, pendant huit jours, des balles de *manta* traversèrent le Rio-Grande en telle quantité, qu'on en put estimer la valeur à plus d'un demi-million de piastres. Grâce à cette transaction peu connue, les marchés mexicains furent approvisionnés pour longtemps. Les petits marchands, ne trouvant plus de débouchés pour leurs marchandises et lésés dans leurs intérêts, avertirent Carvajal de ce qui venait d'arriver; celui-ci, furieux, brûla les convois expédiés dans l'intérieur, et se rendit enfin à

Matamoros. Il s'installa au fort Parédès, composé de quelques talus en terre, élevés en 1846 pour protéger la ville contre l'armée du général Taylor. Carvajal fit tonner contre Matamoros son unique canon, qui fut hors de service au troisième coup; puis il lança ses troupes dans les rues de la ville, où la fusillade, quoique vive, faisait très-peu de victimes. Dans la journée, Avalos atteint à la jambe par une balle morte alla se cacher dans la maison du curé. Deux heures après l'ouverture du feu, la panique était si grande dans la ville que vingt hommes déterminés auraient pu pousser en avant et s'emparer de Matamoros; mais, au lieu de s'avancer, les assiégeants prirent le parti plus prudent de cheminer lentement en pratiquant des ouvertures dans les murs des maisons, afin de passer en sécurité de l'une à l'autre. A la nuit, Carvajal fit sonner la retraite, et dès ce moment on eût pu prédire que la prudence des Américains et la bévue de leur général leur laissaient échapper la victoire.

En effet, les assiégés reprirent courage et se

hâtèrent d'établir de hautes barricades autour de la Piaza-Mayor, centre de la défense, et des sacs de terre sur les toits de manière à tirer sur l'ennemi presque sans danger. Douze jours après, Carvajal leva le siége et se rendit à Camargo, en apprenant que Canalès arrivait au secours de la place avec un millier d'hommes. Ce Canalès avait été chef de bande pendant la guerre avec les États-Unis : on l'accusait d'avoir tantôt combattu, tantôt imité les *guerilleros*, en pillant avec impartialité, à la tête de sa bande de voleurs et d'assassins, les convois américains et les convois mexicains. Lors du traité de Guadalupe-Hidalgo, la tête de Canalès avait été mise à prix par le gouvernement mexicain; mais il parvint à se justifier, et même à se faire mettre dans le cadre des généraux en activité de service. Pour des raisons personnelles, il détestait à la fois Avalos et Carvajal ; il aurait voulu trouver Avalos en fuite et vaincre ensuite Carvajal. Aussi venait-il très-lentement, afin de laisser à Avalos le temps d'être battu; mais, le trouvant *victorieux*, il était de fort mauvaise

humeur : pourtant après quelques jours de repos, il partit pour Camargo où l'attendait Carvajal. Les deux partis se rencontrèrent dans le bois qui longe le fleuve entre Rio-Grande-City et Camargo. Les soldats de Canalès, cachés dans le bois, criblaient de coups de fusil les arbres derrière lesquels se tenaient les troupes de Carvajal. Alors le colonel Nuñez, qui commandait les Mexicains de ce général, s'écria : « Nous sommes trahis! sauve qui peut! » Plus tard, je fus persuadé que c'était lui qui trahissait. Les Mexicains de son parti se sauvèrent à Rio-Grande-City, et les Américains continuèrent la fusillade jusqu'à la nuit; mais je crois me rappeler que les arbres seuls en souffraient et que de part et d'autre il n'y eut pas douze blessés, sur 800 hommes au moins d'engagés dans le combat. Carvajal, jugeant qu'il n'avait plus assez de partisans pour assurer son triomphe, se replia sur Rio-Grande-City, et Canalès, craignant d'être surpris pendant la nuit, se retira de l'autre côté du San-Juan qui coule au nord de Camargo. Un espion avertit Carvajal de cette

retraite inattendue; celui-ci, fier de sa victoire inespérée, revint à Camargo, voulant y entrer avant le jour. En même temps les habitants de cette ville annonçaient à Canalès que Carvajal s'était sauvé au Texas, et le général mexicain, heureux de son triomphe auquel il ne croyait pas, repassa le San-Juan et revint à Camargo, où les deux armées se retrouvèrent en présence, fort étonnées de se rencontrer à force de s'éviter. La lutte fut comparativement sanglante cette fois, car elle coûta la vie à plusieurs hommes; mais Carvajal, manquant de munitions, dut céder le terrain et revenir au Texas, et Canalès fit courir le bruit que sa retraite de la veille avait été un mouvement stratégique ; c'était bien le cas de citer le proverbe italien : *Se non è vero, è ben trovato*. Ainsi se termina ce fameux *pronunciamiento* qui devait créer la république de la Sierra-Madre.

VII

SITUATION POLITIQUE ET CIVILE DU MEXIQUE.

Avant d'arriver aux moyens de mettre un terme à l'anarchie qui désole le Mexique, nous embrasserons dans un dernier coup d'œil toute son histoire passée et sa condition présente. Depuis l'abdication d'Iturbide jusqu'à Juarez la république s'est constamment trouvée aux prises avec l'incapacité des uns et l'ambition des autres. Tous les chefs de l'Indépendance tâchèrent de s'approprier les bénéfices de la victoire, et, au lieu de s'unir pour commencer l'œuvre des réformes politiques, industrielles

8

et commerciales, ils se firent une guerre acharnée, quelquefois sourde, souvent ouverte, qui finit toujours par la chute d'une des idoles du moment. L'incapacité, l'égoïsme et la vénalité des gouvernants, joints à l'apathie des gouvernés, firent de l'histoire de ce beau pays une série de révolutions qui ensanglantèrent souvent Mexico et les provinces. Une partie de l'armée obéissait au général qui la commandait directement et se battait contre l'autre partie commandée par un autre général. L'administration était toujours envahie par les partisans du président auquel l'émeute venait bientôt arracher le pouvoir. Les ordonnances administratives, financières et douanières, plus ou moins marquées du sceau de l'ignorance en économie politique, ne s'accordaient ni avec les besoins particuliers des provinces éloignées de la capitale, ni avec les vrais intérêts du pays. Le président qui s'imposait à la république était toujours le général le plus fort ou le plus adroit. Ces présidents, tout en maintenant l'ordre par la force et l'arbitraire, faisaient des

réformes d'urgence pour pourvoir aux nécessités momentanées du gouvernement, mais qui appauvrissaient les provinces et gênaient le commerce,

Les généraux, dont les épaulettes ne leur coûtaient guère que de l'audace et de la ruse, commandaient partout en maîtres despotes; mais dans une république naissante, au lieu du sabre qui dompte ou tue, il faut l'intelligence qui organise et veille sur les intérêts communs. Malheureusement, il s'en fallait de beaucoup que les généraux mexicains fussent doués de cette intelligence administrative si nécessaire en pareil cas. Aussi le Mexique, renfermé dans ce bourbier et contenant dans son sein tant d'éléments désorganisateurs, s'est vu écrasé par ce colosse remuant, ce voisin aussi envahissant que peu scrupuleux qui lui tient les pieds sur la gorge, en attendant de l'absorber en entier. Aux empires comme aux hommes il faut une expérience qui s'acquiert par des malheurs propres, car l'expérience d'autrui profite rarement. Espérons que la longue et douloureuse

expérience que le Mexique a faite lui fera mieux connaître ses intérêts à l'avenir.

Tandis que l'influence cléricale, l'influence militaire et l'influence que j'appellerai bourgeoise, et qui se compose d'avocats, de marchands et d'industriels, se disputent et cherchent à dominer dans le pouvoir, le peuple, trop ignorant et trop désuni, et l'aristocratie intelligente ou financière trop nonchalante n'interviennent jamais activement dans les affaires du pays. De sorte qu'en réalité, dans un tel état de la société, il ne se trouve personne pour exprimer une opinion publique *désintéressée* en faveur de telle institution et moins encore pour la soutenir énergiquement. Parmi les députés qui ont siégé dans les différents congrès qui se sont succédé jusqu'à nos jours, on a vu des hommes intègres, honnêtes, éloquents; mais leurs voix étaient stériles : avec un esprit social pareil, le congrès devait être nécessairement servile ou révolutionnaire. En étudiant bien l'histoire des commotions civiles du Mexique, on s'aperçoit que ces commotions

étaient plutôt du désordre momentané qu'une révolution bien définie, car elles n'ont jamais servi à raffermir un principe. La première révolution avait pour objet de se défaire du joug espagnol et non pas de la royauté, pour laquelle un nombre considérable de Mexicains professait des tendances manifestes. Les autres révolutions se bornaient à proclamer alternativement le système fédéral ou le système central dans la forme républicaine, mais l'esprit monarchique était tellement invétéré dans les masses, que non-seulement le régime central a prévalu, mais encore les présidents qui l'ont voulu n'ont jamais éprouvé des difficultés pour se faire proclamer dictateurs.

Au milieu de tous ces débats pitoyables, la morale publique empira de plus en plus; l'industrie fut paralysée, l'agriculture devint un labeur onéreux, le pays s'endetta au dehors et s'embarrassa au dedans; les masses apprirent à souffrir et à perdre leur indépendance, et la plus extensive corruption politique qui jamais souilla une nation se développa rapidement au

profit de quelques ambitieux, qui s'enrichirent des dépouilles publiques. Une telle population, ignorante, pauvre, apathique et servile, s'inquiète très-peu de la politique, et ce serait un acte de haute humanité de la gouverner sagement. Si les gages sont forts et la récolte bonne, l'ouvrier et le fermier sont satisfaits, pourvu que les taxes ne soient pas élevées. Dans un pays aussi riche, avec un climat si doux, l'homme est naturellement indolent, et ses besoins matériels étant si aisément procurés, il est plus facile d'être gouverné que de gouverner, surtout si le sceptre n'est pas trop pesant et la couronne trop lourde. Aussi, le peuple, docile et patient, est-il toujours prêt à passer d'un maître à un autre, sans s'informer de son nom, car tous lui sont indifférents. Ce qui contribue beaucoup à ce singulier état social de la population mexicaine, c'est son isolement géographique et moral qui date de trois siècles, et qui l'a empêchée de s'instruire par le contact d'autres peuples, par les voyages et par la réception des œuvres intellectuelles, politiques,

industrielles et scientifiques des autres nations civilisées du globe.

Malgré toute ma profonde sympathie pour le Mexique, je dois avouer qu'il est mille fois plus malheureux depuis son indépendance que sous la domination espagnole. Maintenant, le brigandage, la guerre civile, les exécutions politiques sont permanents, comme on l'a vu par le court aperçu historique que nous venons de donner. Sous les Espagnols on n'avait pas une existence politique, mais au moins la sécurité personnelle, l'ordre, la paix et même une certaine activité régnaient dans la colonie; le commerce et l'exploitation des mines enrichissaient aussi bien les créoles que les Espagnols. Ce fut également sous les Espagnols que se sont faites toutes ces grandes routes qui sillonnent le territoire et que la république n'entretient presque plus, et c'est enfin sous ce même régime que se sont produits les ouvrages d'art et d'utilité publique, les édifices religieux et civils qui font encore l'orgueil des Mexicains et l'admiration de tout le monde. Du reste, le

despotisme des gouvernants avait une compensation dans la tranquillité dont jouissaient les gouvernés; tandis que depuis un demi-siècle le Mexique n'est plus qu'un vaste abattoir, et le sera toujours tant qu'il sera sous le régime des institutions républicaines, parce qu'il n'a pas les éléments d'une république.

Une monarchie forte, constitutionnelle et libérale comme celle du Brésil, est le seul moyen de faire cesser la guerre civile, de faire rentrer dans le néant toutes ces incapacités ambitieuses, qui ne règnent un instant que par la terreur des baïonnettes et désolent et ruinent le pays pour gouverner et s'enrichir; c'est aussi le seul moyen de sauver le Mexique, de le régénérer, de développer ses ressources territoriales et de lui faire prendre un rang honorable parmi les grandes nations. Telle était l'opinion d'Iturbide, qui a constitué l'indépendance mexicaine; telles étaient les convictions de Santa-Anna, lorsqu'en 1853 il se vit débordé par l'anarchie, lui, si fort, et qui avait toujours combattu le fédéralisme;

telles sont celles de nombreux citoyens, entre autres celle de M. Guttierez de Estrada, un des plus distingués de Mexico, et que nous avons eu l'honneur d'entretenir maintes fois à Rome sur ce sujet. Parédès lui-même fit un manifeste comme M. Guttierez, pour montrer la nécessité d'établir la monarchie au Mexique. Hélas ! il n'est nullement besoin de citer les écrits de ces grands patriotes pour démontrer l'urgence de la forme monarchique dans le gouvernement mexicain, les faits ont proclamé cette vérité d'une manière trop cruelle, et l'on est bien obligé de se soumettre enfin à la brutale logique des faits. Ne faut-il pas aussi le reconnaître : nous sommes dans un siècle éminemment positif et pratique ; vouloir continuellement nourrir les peuples de théories, c'est vouloir les faire mourir de misère et de faim ; n'écoutons donc pas ces théories creuses de quelques-uns, bonnes peut-être comme principes généraux, mais que la marche des événements a rendues impraticables. Et puis, dans la balance de l'humanité, de quel poids sont

ces théories impossibles, contre notre intervention dans le gouvernement du Mèxique, en présence des malheurs d'une nation asservie, avilie, pillée et sacrifiée par la vénalité despotique de quelques misérables? Soyons donc conséquents avec nous-mêmes. Nous avons, pour ainsi dire, forcé notre gouvernement à faire cesser les horribles massacres du Liban, suscités par le fanatisme musulman ; nous avons avec plaisir chassé les Autrichiens de l'Italie et favorisé la formation du royaume italien ; partout nous avons guerroyé contre l'arbitraire envers les faibles et les opprimés, et nous irions au Mexique nous borner à l'occupation des ports et faire remplir à nos soldats le rôle de douaniers, pour nous payer des piastres qu'on a volées à nos marchands? Allons donc! un rôle pareil est indigne de nous..... Nous ne sommes pas encore assez Anglais pour cela...

Puisque la France s'est mise à la tête des nations pour protéger les peuples contre tout despotisme incompatible avec la civilisation

moderne, notre devoir est d'aller à Mexico et de ne quitter le Mexique que lorsque nous y aurons solidement installé la monarchie constitutionnelle, qu'il désire en secret, que beaucoup accepteront avec bonheur et que les autres subiront sans murmurer, en attendant que tous jouissent de ses bienfaits. Du reste, il est maintenant de la dignité de la France de ne plus se laisser berner par des gouvernements éphémères, qui s'écroulent eux-mêmes sous le poids de leur propre impuissance, avec lesquels on ne peut plus traiter parce qu'ils s'évanouissent comme des fantômes quand on croit les saisir. Il faut donc qu'elle ait en face d'elle un gouvernement auquel elle puisse demander un compte sérieux du sang versé, de l'or volé et de l'honneur bafoué de ses enfants. Ce gouvernement, c'est nous qui devons l'établir.

VIII

DES CANDIDATURES DE L'ARCHIDUC MAXIMILIEN, DU DUC DE MONTPENSIER, D'UN PRINCE DE PORTUGAL ET D'UN PRINCE BONAPARTE.

Puisque nous admirons tant l'Angleterre, que nous nous empressons, autant que les lenteurs de notre routine nous le permettent, de copier ses institutions ; puisque nous avons si souvent proclamé les États-Unis l'expression la plus colossale du progrès matériel, c'est-à-dire celui vers lequel tendent tous les efforts de l'intelligence moderne et toutes les sympathies du jour, il est temps enfin que nous imi-

tions, à notre profit, la politique modèle, d'après nous, de ces deux gouvernements, et que nous abandonnions, au moins un peu, la politique étrangement chevaleresque et débonnaire que nous avons suivie jusqu'à présent : politique peut-être très-noble pour une nation aussi forte que la nôtre, mais à coup sûr trop généreuse pour notre époque de positivisme, où non-seulement on ne donne jamais rien sans prendre, mais où souvent on prend sans rien donner en échange. Si l'on nous tenait compte de notre générosité, nous pourrions bien parfois verser notre sang, qui ne se paye jamais, et donner notre or que nous ne réclamons pas ; mais notre conduite est tour à tour taxée de faiblesse, d'incertitude et de duplicité, de sorte que nous finissons toujours par être la dupe de nos sentiments.

Dans la question mexicaine nous devons nous mettre au niveau de la politique générale de l'Angleterre et des États-Unis, nous devons chercher nos intérêts tout en assurant la prospérité future du Mexique et ne plus nous

contenter de bulletins pompeux sur nos faits d'armes et d'un traité qui ne sera pas et ne pourra pas être exécuté. L'humanité d'abord, notre honneur ensuite, et nos intérêts enfin, exigent de nous que nous accomplissions par nous-mêmes, avec ou sans l'assentiment des puissances étrangères, l'œuvre de la réorganisation du Mexique, et son organisation sociale et politique.

A part quelques écrivains, dont les théories inadmissibles se refusent à leur application pratique dans un pays arrivé au paroxysme du désordre et de la démoralisation, les hommes sérieux qui connaissent plus ou moins le Mexique et les Mexicains, sont tous d'accord sur la nécessité d'établir au plus tôt dans cette contrée la monarchie constitutionnelle, et soit en France, soit à l'étranger, l'on a nommé les trois candidats suivants : l'archiduc Maximilien, le duc de Montpensier, et un prince portugais. Quoique ces trois princes possèdent la première des conditions, la condition la plus indispensable pour être admis par la nation

mexicaine sur le trône, celle d'être catholique, je crois qu'aucune de ces candidatures n'a la moindre chance de succès; car aucun de ces candidats n'aurait le pouvoir d'établir solidement la monarchie, à moins d'être longtemps soutenu par l'armée française : rôle fort généreux sans doute, mais qui ne s'accorde pas le moins du monde avec nos intérêts et même notre dignité.

La candidature de l'archiduc Maximilien, mise en avant, je crois, par M. Hidalgo, avec lequel j'ai eu l'honneur d'être en correspondance lorsqu'il était secrétaire d'ambassade à Londres, est celle qui a fait le plus de bruit en France, parce que l'Empereur y donna *son agrément sympathique;* mais elle paraîtra bientôt impossible à tous ceux qui réfléchiront un peu sur les révolutions mexicaines, que nous n'avons fait qu'esquisser et dont nous avons omis une grande quantité. On a dit que l'archiduc Maximilien devrait quitter Vienne pour la Vera-Cruz, seul avec son portefeuille sous le bras. C'est joli, mais... et les *pronunciamientos,*

les oublie-t-on, et ne faut-il pas compter avec eux? Qui donc empêchera Carvajal, Juarez, Marquès, Saragosa et tant d'autres, d'aller à Mexico fusiller l'archiduc, lorsque les Français n'y seront plus? Le peuple étant démoralisé, l'armée divisée, le pays ruiné et les lois une lettre morte, avec quoi, avec quelle force l'archiduc fera-t-il exécuter les lois, rétablira-t-il la sécurité des routes, et même comment se soutiendra-t-il sur le trône? Il ne faut pas se le dissimuler, le Mexique souffre d'une blessure exceptionnellement dangereuse, car la gangrène s'y est mise, et le mal étant entretenu par la corruption, la faiblesse, l'indifférence, l'arbitraire et la violence, il lui faut un remède également exceptionnel, appliqué par une main ferme, gantée dans du velours.

Si l'archiduc Maximilien partait avec des troupes autrichiennes, il lui en faudrait relativement beaucoup pour arriver à Mexico; il lui en faudrait relativement beaucoup aussi pour y rester, car il est Autrichien, et nous devons bien l'avouer, les incompatibilités de

races sont à considérer dans des questions aussi graves que celle qui nous occupe en ce moment. Les races saxonnes et slaves ne fraternisent guère avec les races latines; les Autrichiens seraient aussi détestés au Mexique que les Espagnols sont abhorrés des Mexicains; et puis, les monarques allemands ne sont pas heureux avec les méridionaux; on les subit, mais on ne les aime pas. Je ne parlerai pas de l'Italie; mais regardons la Grèce : le roi Othon, quelle anomalie ! et pourtant il fait tout ce qu'il peut pour le bonheur de ses sujets. L'archiduc Maximilien, malgré ses talents incontestables et ses hautes capacités qui le font admirer et chérir de tous ceux qui le connaissent, ne serait même pas au Mexique un roi Othon, s'il n'était soutenu par les puissances étrangères.

Quant à la candidature du duc de Montpensier, que d'après les journaux anglais l'Espagne favoriserait de tout son pouvoir, et que des conseils de famille ont déjà discutée, elle est tout simplement impraticable, impossible : d'abord parce qu'elle pèche également par le dé-

faut d'une base essentielle, indispensable même de nos jours,—la force armée. Sans force armée, toute régénération du Mexique est illusoire; car cette régénération ne peut pas être l'œuvre d'une année, ni d'une intelligence non secondée par une sanction rigoureuse; le mal est trop profondément enraciné dans les masses, pour qu'il ne faille pas un laps de temps assez grand pour l'extirper du pays. Ensuite, le duc de Montpensier ne saurait être appuyé dans son travail d'organisation par les troupes espagnoles, car, nous l'avons dit, les Mexicains, comme toutes les républiques américaines, ont une suprême horreur de la mère patrie, du joug de laquelle ils ne se sont affranchis qu'après douze ans de luttes implacables et dont ils subissent encore les tristes conséquences. Entre les Mexicains et les Espagnols il existe un fleuve de sang qui les sépare à tout jamais. Le général Prim le sait bien, lui dont les parents sont Mexicains, qui avait devancé les alliés et qui avait emmené la comtesse de Reuss (une Mexicaine) dans l'espérance, sans

doute, de se faire nommer vice-roi du Mexique. Derrière le duc de Montpensier se cacherait toujours le fantôme du gouvernement espagnol et de son désir de reprendre la souveraineté de son ancienne colonie; quant au duc personnellement, réduit à ses propres ressources, son règne offrirait d'autant moins de garantie de durée, que la maison d'Orléans n'est nullement estimée dans le nouveau monde.

L'exemple du Brésil, si sagement et si libéralement gouverné par un prince de la famille de Bragance, a donné l'idée de songer au Portugal pour demander à la famille royale un empereur pour le Mexique. Cette candidature, plus rationnelle que les autres, ne présente pas les difficultés de race de l'archiduc Maximilien, ni d'alliance du duc de Montpensier; mais le Portugal, si cruellement éprouvé dans ces derniers temps par la mort de ses princes et par des divisions intestines, quoique sans importance grave, a besoin de toutes ses forces pour assurer sa tranquillité publique et le libre développement de son économie politique et de ses

ressources intérieures ; il ne pourrait donc pas envoyer au Mexique une armée capable de protéger les actes d'un gouvernement nouveau, qui blessera peut-être, en commençant, bien des amours-propres et des ambitions privées.

Ces différentes candidatures ayant contre elles des obstacles qui nous semblent à peu près insurmontables, et n'offrant à l'ordre, à la sécurité publique, à l'établissement et au progrès politique et social du Mexique aucune chance de durée, la France peut et doit lui donner pour empereur un prince français, qui remplira toutes les conditions nécessaires à la garantie exigée dans cette question, car elle seule est capable de donner au Mexique tout ce dont il a besoin pour se régénérer et s'organiser. Je ne veux pas citer des noms particuliers, mais tout le monde sait que dans la famille impériale qui nous gouverne il existe plusieurs princes, reconnus par leurs talents, leur intelligence, leur caractère libéral et leurs idées élevées, d'un mérite remarquable et vraiment supérieur. Peut-être accepteraient-ils la

gloire pénible et laborieuse de prendre en main les rênes du gouvernement mexicain. L'Empereur pourra choisir celui qu'il jugera le plus apte à la réformation plus ou moins complète du Mexique et à diriger et poursuivre activement sa transformation. Cette candidature, à laquelle on n'a malheureusement pas songé, offrirait au Mexique des garanties d'un succès efficace et prompt, et à la France des avantages réels qui la dédommageraient amplement de ses sacrifices.

En effet, pourquoi la France ne prendrait-elle pas sur elle l'honneur d'accomplir cette tâche, que nous donnons si légèrement aux princes étrangers? Puisque nous faisons d'énormes sacrifices pour obtenir une satisfaction des injures qui nous ont été faites, pourquoi ne prendrions-nous pas les moyens de ne plus recommencer de tels sacrifices d'hommes et d'argent ? Les gouvernements passagers et despotes du Mexique ne sont plus tolérables ; les candidats qu'on nous présente ne sont pas dans les conditions voulues pour assurer de la sta-

bilité au nouvel état de choses qu'on veut et qu'on doit établir, et non-seulement le choix d'un prince français pour occuper le trône mexicain répond à toutes les exigences de la question mexicaine, mais encore il est le seul possible pour mener à bonne fin l'œuvre de la réorganisation civile et politique de ce malheureux et beau pays ; œuvre noble et digne que nous imposent l'humanité comme nos intérêts, nos traditions à l'égard de l'esclavage et notre salutaire influence en Amérique. Nous serions plus étonné de voir que cette candidature n'ait pas été proposée plutôt par les Mexicains intelligents et patriotes, comme par les Français, si nous ne savions pas combien, d'un côté, sont rares les gens qui mettent au-dessus de leurs préjugés et de leur ambition le bonheur et la gloire de leur patrie, et de l'autre combien l'esprit de parti restreint les élans de l'intelligence et des généreux dévouements. En France, hélas ! on trouve beaucoup plus de partisans que de patriotisme sincère et désintéressé ; dans cette agglomération de camarade-

ries diverses dont se compose notre société, chacun pousse l'élu de son parti, homme ou principe ; mais on ne soutient jamais un homme, un principe qu'on ne voit pas dans son cercle, car on regarde l'un ou l'autre avec méfiance et on les rejette sans se donner la peine de les étudier et de les connaître ; aussi malheur à l'homme isolé qui n'est d'aucune coterie politique, littéraire, scientifique ou religieuse ! il végète dans son grenier avant d'aller mourir à l'hôpital. Mais ce que la Providence fait est bien fait ; si nous avions le patriotisme des Anglais, nous commanderions à l'univers entier ; c'est donc un bonheur pour les autres nations que la nôtre soit divisée comme elle l'est.

En devenant une monarchie constitutionnelle, basée sur le plan d'Iguala modifié, le Mexique avec un prince français à la tête du pouvoir se trouverait immédiatement lié d'une manière intime avec la première puissance militaire du monde, qui le seconderait, dans son travail régénérateur, par son expérience et ses

conseils, et qui lui prêterait main-forte pour mettre à la raison tous ces tyrans de pacotille qui le saignent jusqu'au vif et finiraient par l'étouffer. Grâce à notre concours loyal et généreux, le commerce et l'industrie pourraient prendre des proportions immenses; les routes ne seraient plus infestées de brigands, quelquefois payés par le gouvernement; la justice ne se vendrait plus et deviendrait intègre; les lois refleuriraient; l'armée reprendrait dans l'État le rang qu'elle doit occuper en devenant une sauvegarde pour le pays, et non plus un fléau; les propriétaires et les industriels ne craindraient plus de se voir enlever leur fortune acquise honorablement; l'instruction se répandrait dans les basses classes; le peuple se moraliserait enfin, et le Mexique, protégé par nos soldats, jouirait d'une paix profonde et d'un calme bienfaisant, qui lui permettraient, sous l'impulsion de sa puissante alliée, de s'organiser civilement et politiquement en peu d'années, et de pouvoir, peut-être bientôt, se passer de tout appui, de tout secours extérieur,

et marcher de lui-même et tête levée parmi les nations les plus riches et les mieux civilisées du globe.

Quoique les Français soient généralement mal représentés par les individus qui vont chercher fortune loin de leur patrie et que par conséquent nous soyons médiocrement estimés dans le nouveau monde; quoi que le Mexique soit religieux jusqu'à la superstition et que nous passions plus ou moins dans ce pays pour des infidèles ou des impies; quoique enfin le Mexicain n'aime guère l'étranger et que l'apparition du drapeau de l'Espagne auprès du nôtre ait dû susciter contre nous bien des méfiances, je ne suppose pas que les candidatures risquées et sans autorité suffisante de l'archiduc Maximilien, du duc de Montpensier ou d'un prince portugais soient préférées par les Mexicains à celle d'un prince français; et si la Suède se trouve heureuse de la dynastie du général français Bernadotte, qui la gouverne si sagement depuis un demi-siècle, il n'est pas douteux pour moi qu'un Bonaparte ou qu'un

Napoléon, même imposé provisoirement au Mexique, n'y fondât une dynastie glorieuse et bénie par le peuple. Tant que nos soldats fouleront le sol mexicain, ils s'y feront aimer par leur caractère loyal, gai, honnête et bienveillant. Ils populariseront facilement l'idée de nous avoir pour amis, pour auxiliaires et pour libérateurs; et le pays nous remerciera de l'avoir sorti du gouffre au fond duquel il se débat, entre la ruine, le despotisme, l'anarchie et la mort.

Je le répète ici, pour être logique et conséquent avec notre conduite, en Europe comme en Asie, lors même que les événements ne nous en feraient pas un impérieux devoir, nous devons accomplir au Mexique notre mission providentielle envers les peuples opprimés et les gouvernements arbitraires, et nous devons poursuivre dans le nouveau monde le rôle que nous nous sommes imposé, de favoriser l'affranchissement des servitudes nationales. On ne saurait nous accuser d'inconséquence et d'avoir manqué à ce rôle, lorsque nous allâmes en Crimée combattre des chrétiens pour sou-

tenir l'empire corrompu des musulmans; ce n'est point la Turquie, dont l'existence est une honte pour l'Europe civilisée, que nous sommes allés défendre; c'est la première page des triatés de 1815 que nous sommes allés déchirer. Aussi, je suis persuadé que la politique intéressée, immorale et jalouse de quelques gouvernements, n'empêchera plus encore longtemps le trône de Mahomet de s'écrouler par son impuissance et sa nullité, à moins de rayer de son vocabulaire les mots PROGRÈS et CIVILISATION.

En délivrant le Mexique des chaînes qui le meurtrissent si cruellement, en lui donnant un souverain sagement et libéralement inspiré, nous faisons plus que de remplir un devoir d'humanité, de créer un empire riche et le plus favorablement situé de la terre, et de fournir un marché plus considérable à nos industries françaises; nous élevons encore une barrière infranchissable à l'ambition américaine, ainsi qu'à la propagation de l'esclavage. Nous serons sans doute bientôt obligés de reconnaître l'in-

dépendance des États confédérés pour faire cesser cette lutte fratricide qui ravage les États jadis Unis, qui plonge des milliers de familles dans le deuil, et répand la misère et la faim parmi les ouvriers de notre vieille Europe, que l'industrie cotonnière faisait vivre. La séparation des États du Sud d'avec ceux du Nord est un fait accompli, quoi qu'on en dise, et de nouvelles batailles perdues ou gagnées par les belligérants ne feront qu'agrandir, au lieu de combler, l'abîme qui les sépare à jamais. Quoique cette guerre, sous le prétexte d'esclavage, n'ait été réellement allumée que par une lutte de prépondérance politique dans le gouvernement de l'union américaine, il est possible que la confédération du Sud, une fois reconnue par les pouvoirs européens, continue son ancien système d'envahissement ; qu'elle s'étende d'abord aux dépens du Mexique, son voisin le plus proche comme le plus faible, puis plus loin encore, et toujours traînant avec elle cette plaie hideuse qu'on appelle l'esclavage.

Il est donc temps enfin que nous fassions

intervenir notre puissance libératrice, d'un côté pour délivrer un peuple mou, démoralisé et désorganisé, mais bon, intelligent et généreux, et pour lui donner un gouvernement solide, énergique et libéral, ainsi qu'une existence civile et politique; de l'autre côté, pour empêcher les Américains d'envahir et de s'approprier indéfiniment les territoires de leurs voisins, de profiter de leurs dissensions pour les dépouiller et de propager l'esclavage dans ces régions si prodigieusement douées de la nature.

Pour montrer la nécessité de notre intervention active, absolue et sans contrôle dans les affaires intérieures du Mexique, je n'ai pas eu besoin de faire appel aux argumentations plus ou moins éloquentes dont on se sert ordinairement pour soutenir une thèse plus ou moins bonne en elle-même ou dans ses conséquences; il m'a suffi de citer les faits tels que nous les montre l'histoire déplorable du Mexique et tels qu'ils se présentaient à nos souvenirs. Les faits n'ont pas besoin de commentaires, ils parlent

d'eux-mêmes, et leur éloquence a plus de poids et plus de valeur que celle de l'homme. Notre mission, comme tout ce qui est providentiel, est nécessaire, elle est facile. Il n'entre pas dans la nature de cet écrit de détailler les causes du succès futur de notre expédition, encore moins d'indiquer la ligne de conduite que le nouveau monarque devra suivre pour s'attirer les sympathies du pays et pour réussir dans sa noble entreprise ; chaque chose a son temps et son lieu. Fort de mes connaissances en tout ce qui concerne le peuple mexicain, et de mon expérience acquise surtout lors du *pronunciamiento* politico-commercial de Carvajal, en 1851, dans lequel j'ai dû jouer un rôle de paix, de conciliation et de charité, je ne crois pas me tromper en assurant qu'avec du tact, de l'intelligence, du dévouement, de l'énergie et de la prudence, l'élu de l'empereur Napoléon III peut fonder sa dynastie sur le trône du Mexique, comme celle des Bernadotte l'est en Suède et celle des Bragance au Brésil, c'est-à-dire d'une manière sérieuse, durable et glo-

rieuse pour les pays qu'elles gouvernent et le bonheur des peuples que l'anarchie, l'incapacité, la convoitise des uns et l'ambition des autres menacent d'effacer de la liste des nations civilisées.

FIN.

Au moment de mettre sous presse, nous trouvons parmi nos notes la liste des différents gouvernements qui se sont succédé au Mexique jusqu'en 1853, lors de mon départ de la vallée du Rio-Grande pour revenir en Europe. Cette liste étant très-instructive par elle-même, je n'hésite pas à la publier.

Pendant les deux cent quatre-vingt-six années qui précédèrent l'Indépendance mexicaine, le Mexique fut gouverné par soixante-trois vice-rois, depuis don Antonio de Mendoza, comte de Tendille (1535), jusqu'à don Juan O'Donojou, qui débarqua à la Vera-Cruz le 21 juillet 1821 ; mais, ayant accepté dans la ville de Cordova le plan de l'Indépendance proclamée par Iturbide, il ne prit possession de Mexico que le 26 septembre de la même année, et en partit douze jours après, c'est-à-dire le 8 octobre. Le 27 septembre 1821, la capitale fut occupée par l'armée mexicaine sous les ordres du généralissime don Augustin de Iturbide, qui convoqua le

suite une junte composée de personnes notables du pays, laquelle publia le jour suivant l'acte solennel de l'Indépendance de la nation, basée sur le plan d'Iguala et du traité de Cordova. Depuis cette époque, le Mexique a été gouverné de la manière suivante :

RÉGENCE.

La première se composait du généralissime don Augustin de Iturbide, de don Juan O'Donojou, de don Manuel de la Barcena, de don Isidoro Yanez, et de don Manuel Velasquez de Léon ; elle gouverna depuis le 28 septembre 1821 jusqu'au 11 avril 1822, où deux de ses membres furent envoyés au premier congrès.

La seconde régence se composait du généralissime don Augustin de Iturbide, de don Isidoro Yanez, de don Miguel Valentin, du comte de Heras et du général don Nicolas Bravo; elle gouverna depuis le 11 avril 1822 jusqu'au 18 mai de la même année, lors de la proclamation de don Augustin de Iturbide comme empereur du Mexique.

EMPIRE.

L'empereur Augustin Iturbide, avec le titre

d'Augustin Ier, gouverna le Mexique depuis le 19 mai 1822 jusqu'au 19 mars 1823, qu'il abdiqua la couronne, à la suite de la déclaration de la république proclamée par la révolution.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Du temps que l'on procédait à la formation de la nouvelle constitution de la république, le pouvoir fut déposé entre les mains d'une junte ayant le titre de pouvoir suprême exécutif, composé des généraux don Nicolas Bravo, don Guadalupe-Victoria et don Pedro C. Negrete, et comme suppléants don J. Mariano Michelena et don Miguel Dominguez. Cette junte gouverna le pays depuis le 1er avril 1823 jusqu'au 10 octobre 1824.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE.

Le général don Guadalupe-Victoria gouverna la république, comme président constitutionnel, depuis le 10 octobre 1824 jusqu'au 1er avril 1829.

Le général don Vincente Guerrero gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 1er avril 1829 jusqu'au 18 décembre de la même année, qu'il se retira du pouvoir pour prendre le commandement de l'armée.

Don José Maria Bocanegra gouverna par intérim depuis le 18 décembre 1829 jusqu'au 23 de la même année.

Don Pedro Velez, comme président de la suprême cour de justice, gouverna avec le général don Louis Quintanar et don Lucas Alaman depuis le 23 décembre 1829 jusqu'au 31 de la même année.

Le général don Anastasio Bustamente gouverna, comme vice-président constitutionnel, depuis le 31 décembre 1829 jusqu'au 14 août 1832, qu'il se retira du pouvoir pour prendre le commandement de l'armée.

Le général don Melchor Muzquiz gouverna par intérim depuis le 14 août 1832 jusqu'au 24 décembre de la même année.

Le général don Manuel G. Pedraza gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 24 décembre 1832 jusqu'au 1er avril 1833.

Don Valentin Gomez Farias gouverna, comme vice-président constitutionnel, depuis le 1er avril 1833 jusqu'au 17 juin de la même année.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna, comme président constitutionnel, depuis

le 17 juin 1833 jusqu'au 5 juillet de la même année, qu'il se retira du pouvoir pour prendre le commandement de l'armée.

Don Valentin Gomez Farias gouverna, comme vice-président constitutionnel, depuis le 5 juillet 1833 jusqu'au 27 octobre de la même année.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 27 octobre 1833 jusqu'au 15 décembre de la même année.

Don Valentin Gomez Farias gouverna, comme vice-président constitutionnel, depuis le 15 décembre 1833 jusqu'au 24 avril 1834.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 24 avril 1834 jusqu'au 28 janvier 1835.

Le général don Miguel Barragan gouverna par intérim depuis le 28 janvier 1835 jusqu'au 27 février 1836, qu'il abandonna le gouvernement par suite d'une maladie dont il mourut quelques jours après.

Don José Corro gouverna par intérim depuis le 27 février 1836 jusqu'au 19 avril 1837.

RÉPUBLIQUE CENTRALE.

Le général don Anastasio Bustamente gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 19 avril 1837 jusqu'au 18 mars 1839, qu'il se retira du pouvoir pour prendre le commandement de l'armée.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna par intérim depuis le 18 mars 1839 jusqu'au 10 juillet de la même année.

Le général don Nicolas Bravo gouverna, comme président du conseil, depuis le 10 juillet 1839 jusqu'au 17 juillet de la même année.

Le général don Anastasio Bustamente gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 17 juillet 1839 jusqu'au 22 septembre 1841, qu'il se retira du pouvoir pour prendre le commandement de l'armée.

Don Xavier Echeverria gouverna par intérim depuis le 22 septembre 1841 jusqu'au 10 octobre de la même année, qu'il fut déposé par une révolution.

DICTATURE.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna, comme président provisionnel, depuis le 10 octobre 1841 jusqu'au 26 octobre 1842.

Le général don Nicolas Bravo gouverna, comme président-substitut, depuis le 26 octobre 1842 jusqu'au 5 mars 1843.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna, comme président provisionnel, depuis le 5 mars 1843 jusqu'au 4 octobre de la même année.

Le général don Valentin Canalizo gouverna, comme président-substitut, depuis le 4 octobre 1843 jusqu'au 4 juin 1844.

RÉPUBLIQUE CENTRALE.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 4 juin 1844 jusqu'au 20 septembre de la même année.

Le général don Valentin Canalizo gouverna par intérim depuis le 20 septembre 1844 jusqu'au 6 décembre de la même année, qu'il fut déposé par une révolution.

Le général don José Joaquin de Herrera gouverna d'abord par intérim, puis comme président constitutionnel, depuis le 6 décembre 1844 jusqu'au 30 décembre 1845, qu'il fut déposé par une révolution.

Le général don Mariano Paredès y Arrillaga gouverna par intérim depuis le 4 janvier 1846 jusqu'au 29 juillet de la même année, qu'il se retira du pouvoir pour prendre le commandement de l'armée.

Le général don Nicolas Bravo gouverna, par intérim, depuis le 29 juillet 1846 jusqu'au 4 août de la même année, qu'il fut déposé par une révolution.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE.

Le général don Mariano Salas gouverna, comme général en chef de l'armée, chargé du pouvoir exécutif, depuis le 5 août 1846 jusqu'au 24 décembre de la même année. C'est lui qui rétablit la constitution de 1824, le 22 août 1846.

Don Valentin Gomez Farias gouverna, comme vice-président constitutionnel, depuis le 24 décembre 1846 jusqu'au 21 mars 1847.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 21 mars 1847 jusqu'au 2 avril de la même année.

Le général don Pedro M. Anaya gouverna, par intérim, depuis le 2 avril 1847 jusqu'au 20 mai de la même année.

Le général don Antonio Lopez de Santa-Anna gouverna, comme président constitutionnel, depuis le 20 mai 1847 jusqu'au 16 septembre de la même année, qu'il renonça au pouvoir dans la ville de Guadalupe-Hidalgo, à la suite de la guerre contre les États-Unis.

Don Manuel de la Peña y Peña gouverna, comme président de la suprême cour de justice, depuis le 26 septembre 1847 jusqu'au 12 novembre de la même année.

Le général don Pedro M. Anaya gouverna par intérim depuis le 12 novembre 1847 jusqu'au 8 janvier 1848.

Don Manuel de la Peña y Peña gouverna, comme président de la suprême cour de justice, depuis le 8 janvier 1848 jusqu'au 3 juin de la même année.

Le général don José Joaquin de Herrera gou-

verna, comme président constitutionnel, depuis le 3 juin 1848 jusqu'à l'avénement du général Arista, si je ne me trompe, qui gouvernait encore le Mexique au commencement de l'année 1853.

TABLE

—

I. Mission de la France. 1
II. Domination espagnole. 11
III. Guerre de l'Indépendance. — Hidalgo et Morelos. 19
IV. Règne de l'empereur Augustin Ier Iturbide. . . . 31
V. Santa-Anna et les gouvernements mexicains jusqu'à Juarez. — Almonte. 65
VI. Le Mexique actuel. — Les populations. — Le clergé. — L'armée. 85
VII. Situation politique et civile du Mexique. 113
VIII. Des candidatures de l'archiduc Maximilien, du duc de Montpensier, d'un prince de Portugal et d'un prince Bonaparte 125
Liste des gouvernements mexicains jusqu'en 1853. . . 145

Paris. — Imprimerie de P.-A. BOURDIER et Cie, rue Mazarine, 30.

